

---

---

**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

F. 2009 — 2153

[2009/202577]

**30 AVRIL 2009. — Décret relatif à l'information, la coordination et l'organisation des chantiers, sous, sur ou au-dessus des voiries ou des cours d'eau (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**TITRE I<sup>er</sup>. — Généralités****CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions générales****Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent décret, on entend par :

1° "chantier" : tout travail isolé ou tout ensemble de travaux à exécuter sous, sur ou au-dessus de la voirie ou d'un cours d'eau ou le lieu de leur exécution;

2° "maître d'ouvrage" : la personne physique ou morale, utilisateur du sol ou du sous-sol de la voirie ou du cours d'eau, qui initie des travaux sous, sur ou au-dessus de la voirie ou d'un cours d'eau et qui exécute ou fait exécuter ces travaux;

3° "maître d'œuvre" : la personne physique ou morale qui assure l'étude, la conception ou la direction de l'exécution des travaux sous, sur ou au-dessus d'une voirie ou d'un cours d'eau;

4° "voirie" : la voirie publique terrestre routière, y compris celle destinée à être incorporée dans le domaine public, composée de toutes aires ou de toutes voies destinées à des fins de circulation publique, par quelque mode de déplacement que ce soit, ainsi que ses dépendances et l'espace aérien et souterrain y afférents;

5° "cours d'eau" : une voie navigable ou un canal ou un cours d'eau non navigable et leurs dépendances;

6° "gestionnaire" : l'autorité publique dont relève la voirie ou le cours d'eau sous, sur ou au-dessus duquel les travaux sont exécutés;

7° "coordinateur-pilote" : la personne physique ou morale désignée en vertu de l'article 15, chargée de la coordination, de l'élaboration et de l'introduction d'un dossier de demande d'autorisation d'exécution de chantier ainsi que de l'organisation de l'exécution d'un chantier lorsque plusieurs personnes physiques ou morales visées à l'article 8 manifestent l'intention d'exécuter un chantier au même endroit;

8° "envoi" : tout mode d'expédition et de réception permettant de donner date certaine à l'envoi et à la réception de celui-ci, quel que soit le service de distribution du courrier utilisé;

9° "plan de récolement" : plan visé à l'article 35 indiquant les installations situées sous, sur ou au-dessus de la voirie ou du cours d'eau;

10° "système d'échange d'informations" : système permettant la collecte et la circulation des informations nécessaires à l'exécution du présent décret;

11° "bénéficiaire de l'autorisation d'exécution de chantier" : personne physique ou morale qui entend effectuer les travaux et a introduit, seul ou par l'intermédiaire d'un coordinateur-pilote, et obtenu une autorisation d'exécution de chantier en vertu de la procédure prévue au chapitre IV du Titre II;

12° "Code de bonne pratique" : code de bonne pratique pour la prévention des dégâts aux installations souterraines à l'occasion de travaux exécutés à proximité de celles-ci, annexe A-5 du Cahier des charges type de la Région wallonne en matière de travaux de voiries RW99.

## CHAPITRE II. — *La Commission*

### *Section 1<sup>re</sup>. — La Commission*

**Art. 2.** Il est créé une Commission de coordination des chantiers, ci-après dénommée "la Commission", laquelle a pour missions :

1° d'initiative ou à la demande soit du Gouvernement, soit d'un gestionnaire, soit des personnes physiques ou morales visées à l'article 8 et s'étant fait connaître, de formuler des observations, présenter des suggestions ou proposer des directives générales relatives à l'information, la coordination et l'organisation des chantiers en voirie et sur les cours d'eau;

2° de contrôler le Comité technique visé à l'article 7;

3° de réceptionner les envois visés aux articles 8, 11, 23, 37 et 47;

4° de délivrer les autorisations d'accès au système d'échange d'informations visé à l'article 43 et d'en contrôler la sécurisation;

5° d'assurer les contacts avec l'Etat et les autres entités fédérées dans le cadre de l'application du présent décret.

**Art. 3.** La Commission est composée de :

1° un représentant du Ministre-Président du Gouvernement wallon;

2° un représentant du Ministre ayant les Travaux publics dans ses attributions;

3° un représentant du Ministre ayant la tutelle sur les Pouvoirs locaux dans ses attributions;

4° un représentant du Ministre ayant les Travaux subsidiés dans ses attributions;

5° un représentant du Ministre ayant l'Aménagement du Territoire dans ses attributions;

6° un représentant du Ministre ayant l'Environnement dans ses attributions;

7° un représentant du Ministre ayant la Cartographie dans ses attributions;

8° un représentant du Ministre ayant l'Energie dans ses attributions;

9° cinq représentants des gestionnaires;

10° huit représentants des gestionnaires de réseaux de communication, de transport, de distribution et de collecte de fluides et d'énergie;

11° deux représentants des acteurs de développement économique, ayant dans leur objet social l'établissement de nouvelles activités économiques, leur reconversion ou leur expansion;

12° trois représentants des entrepreneurs;

13° deux membres du Comité technique visé à l'article 7.

**Art. 4.** Sur proposition des Ministres et organismes visés à l'article 8, le Gouvernement nomme les membres effectifs et suppléants de la Commission, lesquels sont tenus à une obligation de confidentialité.

La nomination d'un membre de la Commission prend fin en cas de renouvellement de la Commission ou en cas de perte de la qualité sur la base de laquelle le membre a été nommé.

En cas de vacance d'un mandat, le membre suppléant devient membre effectif.

Il est pourvu au remplacement du membre suppléant au plus tard dans les deux mois de la vacance.

**Art. 5.** La Commission est présidée par le représentant du Ministre ayant la tutelle sur les Pouvoirs locaux dans ses attributions.

Elle se réunit chaque fois qu'elle le juge nécessaire ou à la demande de la moitié de ses membres au moins, et au minimum quatre fois par an, sur convocation écrite du Président, adressée au moins cinq jours avant la date de la réunion.

**Art. 6.** La Commission établit son règlement d'ordre intérieur sur la base des principes généraux préalablement définis par le Gouvernement.

Le règlement d'ordre intérieur est approuvé par le Gouvernement.

### *Section 2. — Le Comité technique*

**Art. 7.** Le Gouvernement est habilité à créer un Comité technique dont les missions sont les suivantes :

1° établir par commune la liste des personnes physiques ou morales visées à l'article 8 qui se sont fait connaître, la liste des éventuelles personnes de contact renseignées par elles, la liste des coordinateurs-pilotes pour chaque chantier ainsi que la programmation de leurs projets visée à l'article 11;

2° rassembler et veiller à la mise à jour des données relatives aux informations concernant les chantiers et notamment leur programmation, les autorisations d'exécution et les mesures d'office dans le système d'échange d'informations visé à l'article 43;

3° contrôler l'introduction dans le système d'échange d'informations, des informations relatives à l'occupation de la voirie et des cours d'eau, aux plans de récolement visés à l'article 38 et délivrer des attestations y relatives;

4° contrôler la consultation des données par les gestionnaires, les personnes physiques ou morales visées à l'article 8 qui se sont fait connaître, les maîtres d'ouvrage, les entreprises de travaux et les maîtres d'œuvre justifiant, d'un intérêt, et procéder aux actes matériels de sécurisation du système d'échange d'informations;

5° assurer le secrétariat de la Commission, le suivi de ses travaux et lui faire rapport sur ses activités.

Le Gouvernement peut conférer d'autres missions au Comité technique.

**TITRE II. — Obligations préalables à l'exécution d'un chantier****CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Obligation de se faire connaître**

**Art. 8.** Sont tenues de se faire connaître auprès de la Commission, dans les cent vingt jours de l'entrée en vigueur du présent décret, par envoi, les personnes physiques ou morales suivantes :

- 1° les opérateurs de réseaux de télécommunications;
- 2° les opérateurs de radio-télédistribution;
- 3° les transporteurs et les distributeurs d'énergie;
- 4° les transporteurs, les distributeurs et les collecteurs de fluides;
- 5° les gestionnaires ainsi que les personnes morales qui en dépendent et qui disposent du droit d'utiliser la voirie ou le cours d'eau pour y exécuter des chantiers;
- 6° celles qui disposent du droit d'utiliser la voirie ou le cours d'eau pour y exécuter des chantiers.

Toute personne physique ou morale visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est tenue de se faire connaître dans les cent vingt jours qui suivent la date à laquelle elle acquiert le droit d'utiliser la voirie ou le cours d'eau pour y exécuter des chantiers.

Le Gouvernement détermine la manière dont les personnes physiques ou morales définies aux alinéas précédents se font connaître auprès de la Commission ainsi que les informations qui doivent lui être envoyées.

**Art. 9.** Les personnes physiques ou morales visées à l'article 8 qui sont restées en défaut de s'être fait connaître ne peuvent exécuter, dans les trois années qui suivent leur déclaration tardive, aucun chantier.

Le Gouvernement peut déterminer les motifs légitimes pour lesquels il peut être dérogé à l'alinéa précédent.

**CHAPITRE II. — La programmation des chantiers**

**Art. 10.** Les personnes physiques ou morales visées à l'article 8, établissent la programmation de leurs chantiers avant de les coordonner.

Le Gouvernement dresse la liste des chantiers et des types de chantiers qui sont dispensés de figurer dans la programmation en raison notamment de l'urgence, d'une décision des autorités judiciaires qui n'est plus susceptible de recours ou de leur importance limitée.

**Art. 11.** Au fur et à mesure et au moins le 30 juin et le 31 décembre de chaque année, les personnes physiques ou morales visées à l'article 8, envoient à la Commission au moins la programmation annuelle de leurs projets de chantier, compte tenu de leurs propres obligations.

Le Gouvernement détermine la forme et le contenu de cette programmation.

**CHAPITRE III. — La coordination des chantiers****Section 1<sup>re</sup>. — Généralités**

**Art. 12.** Les personnes physiques ou morales visées à l'article 8, coordonnent leur chantier en déterminant en commun notamment l'ordre d'exécution des travaux, l'ouverture et la fermeture du chantier.

Le Gouvernement dresse la liste des chantiers et type de chantiers qui sont dispensés de coordination en raison notamment du type de travaux, de l'urgence, d'une décision des autorités judiciaires qui n'est plus susceptible de recours, d'une mise en demeure de la Commission européenne lorsque la procédure de coordination rend impossible l'exécution des travaux dans le délai prescrit par le droit européen ou de leur importance limitée.

**Art. 13. § 1<sup>er</sup>.** Sauf dérogation dûment motivée du gestionnaire, aucun chantier soumis à coordination ne peut, pendant un délai de deux ans, être exécuté sous, sur ou au-dessus de la portion de voirie ou d'un cours d'eau où un chantier coordonné a été exécuté.

Le délai de deux ans visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, prend cours à la date de la déclaration de fin de chantier visée à l'article 37.

§ 2. L'interdiction ne s'applique pas aux personnes physiques ou morales visées à l'article 8, alinéa 2, venant d'acquiescer un droit d'utiliser la voirie ou le cours d'eau, pour tout chantier programmé ou coordonné au moment où il ne leur était pas possible de signaler leur intervention à défaut pour elles d'avoir acquis le droit d'utiliser la voirie ou le cours d'eau.

**Section 2. — Procédure****Sous-section 1<sup>re</sup>. — Demande de coordination**

**Art. 14. § 1<sup>er</sup>.** La personne physique ou morale visée à l'article 8 qui désire exécuter un chantier, dénommée ci-après le demandeur de coordination, envoie une demande de coordination aux autres personnes physiques ou morales visées à l'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, s'étant fait connaître, pour le périmètre concerné par le chantier tel que défini par le Gouvernement.

Le Gouvernement détermine en outre le contenu de cette demande et peut en déterminer la forme.

§ 2. Les personnes physiques ou morales visées à l'article 8 ayant reçu la demande de coordination, disposent d'un délai de dix jours à dater de la réception de la demande visée au § 1<sup>er</sup>, pour la renvoyer dûment complétée, accompagnée des informations sur leurs installations existantes dans le périmètre concerné par le chantier.

Le jour de l'échéance est compté dans le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>. Toutefois, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié, le jour de l'échéance est reporté au jour ouvrable suivant.

§ 3. A défaut de réponse dans le délai précité, les personnes physiques ou morales visées au § 1<sup>er</sup>, sont réputées ne devoir effectuer aucun chantier soumis à coordination pendant le délai visé à l'article 13, § 1<sup>er</sup>.

**Sous-section 2. — Désignation du coordinateur-pilote**

**Art. 15. § 1<sup>er</sup>.** Le demandeur de coordination convoque les personnes physiques et morale ayant manifesté leur intérêt ainsi que le ou les gestionnaires s'ils ne font pas partie de ces personnes à une réunion de coordination. Elle se tient dans les dix jours à dater de l'expiration du délai visé à l'article 14, § 2.

Le jour de l'échéance est compté dans le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>. Toutefois, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié, le jour de l'échéance est reporté au jour ouvrable suivant.

Le Gouvernement détermine le contenu de la convocation laquelle contient notamment une demande de communication de plan. Il peut déterminer la forme de la convocation.

§ 2. Au cours de cette réunion, il est notamment prévu de :

- présenter les travaux envisagés par les différents intervenants et leur ordre d'exécution;
- prévoir l'ouverture et la fermeture des chantiers;

- échanger les plans;
- élaborer une convention liant tous les participants et le coordinateur-pilote;
- déterminer les délais et la procédure à respecter pour les différentes étapes précédant l'introduction de la demande d'autorisation d'exécution de chantier;
- déterminer, le cas échéant, le délai d'introduction de la demande d'autorisation d'exécution de chantier.

§ 3. Lors de cette réunion, un coordinateur-pilote lequel ne peut être le gestionnaire concerné par le chantier, est désigné de commun accord des personnes présentes. Il agit en leur nom.

A défaut d'accord, la personne physique ou morale parmi celles visées au § 1<sup>er</sup>, à l'exception du gestionnaire concerné, dont le chantier est planifié sur la plus longue période de temps est désignée comme coordinateur-pilote.

§ 4. Lorsque le chantier comprend un ou des travaux soumis aux articles L3341-2 et suivants du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la réunion plénière d'avant-projet visée à l'article L3341-9 du même Code peut se tenir simultanément avec la réunion de coordination visée au § 1<sup>er</sup>.

#### CHAPITRE IV. — *L'autorisation d'exécution de chantier*

##### *Section 1<sup>re</sup>. — Elaboration du dossier de demande d'autorisation d'exécution de chantier*

###### *Sous-section 1<sup>re</sup>. — Elaboration du dossier commun de demande d'autorisation d'exécution de chantier*

**Art. 16.** § 1<sup>er</sup>. Le coordinateur-pilote dresse un procès-verbal de la réunion de coordination lequel est envoyé à l'ensemble des parties présentes ou convoquées, dans les sept jours de la réunion.

Le Gouvernement détermine le contenu du procès-verbal.

§ 2. Les personnes présentes ou convoquées lors de la réunion de coordination envoient leur accord, leurs observations ou les renseignements sollicités dans les sept jours de la réception du procès-verbal visé au § 1<sup>er</sup>.

§ 3. Au plus tard dans les quarante jours de sa désignation, le coordinateur-pilote envoie à toutes les personnes ayant manifesté leur intention de réaliser un chantier, à l'exclusion du gestionnaire auprès duquel il doit introduire la demande, le dossier commun finalisé de demande d'autorisation d'exécution de chantier faisant référence et réalisé conformément aux prescriptions du Code de bonne pratique.

Le Gouvernement détermine la forme et le contenu du dossier commun de demande d'autorisation d'exécution de chantier, lequel contient au minimum les informations suivantes :

- 1° la localisation du chantier;
- 2° l'emprise du chantier et plus particulièrement une vue en plan des travaux projetés;
- 3° une note descriptive indiquant la nature des installations, les ouvrages à réaliser, le démontage projeté des installations existantes désaffectées et les techniques proposées pour la réalisation des travaux;
- 4° la durée et la période d'exécution prévue du chantier;
- 5° les phases éventuelles de réalisation des travaux en précisant le début de chaque phase.

§ 4. Les destinataires du dossier commun de demande d'autorisation d'exécution de chantier disposent de cinq jours, à dater de la réception du dossier, pour envoyer leurs observations pertinentes au coordinateur-pilote qui les intègre.

§ 5. Les délais visés aux §§ 1<sup>er</sup> à 4 sont d'application à défaut d'accord des parties sur d'autres délais.

Le délai visé au § 3 est augmenté de quinze jours lorsqu'il débute ou arrive à échéance durant les mois de juillet et d'août.

###### *Sous-section 2. — Elaboration du dossier simplifié de demande d'autorisation d'exécution de chantier*

**Art. 17.** Lorsque le demandeur de coordination ne reçoit pas de réponse ou ne reçoit que des réponses négatives à la demande de coordination visée à l'article 14 ou lorsque le chantier n'est pas soumis à coordination, le demandeur de coordination ou le maître d'ouvrage constitue un dossier simplifié de demande d'autorisation d'exécution de chantier faisant référence et réalisé conformément aux prescriptions du code de bonne pratique.

Le Gouvernement détermine la forme et le contenu du dossier simplifié de demande d'autorisation d'exécution de chantier ainsi que les modalités de son instruction et de notification de la décision visée à l'article 23. Le dossier simplifié contient au minimum les informations suivantes :

- 1° la localisation du chantier;
- 2° l'emprise du chantier et plus particulièrement une vue en plan des travaux projetés;
- 3° une note descriptive indiquant la nature des installations, les ouvrages à réaliser, le démontage projeté des installations existantes désaffectées et les techniques proposées pour la réalisation des travaux;
- 4° la durée et la période d'exécution prévue du chantier;
- 5° les phases éventuelles de réalisation des travaux en précisant le début de chaque phase.

###### *Sous-section 3. — Dispenses*

**Art. 18.** Lorsque le demandeur de coordination visé à l'article 14, § 1<sup>er</sup>, est le gestionnaire concerné par le chantier et qu'il ne reçoit que des réponses négatives ou ne reçoit pas de réponse dans le délai à la demande de coordination visée à l'article 14, § 1<sup>er</sup>, ou lorsque le chantier de ce gestionnaire n'est pas soumis à coordination, il est dispensé de la demande d'autorisation d'exécution.

**Art. 19.** Le Gouvernement détermine la liste des chantiers et des types de chantiers qui, en raison notamment de l'urgence, d'une décision des autorités judiciaires qui n'est plus susceptible de recours, d'une mise en demeure de la Commission européenne lorsque la procédure d'autorisation rend impossible l'exécution des travaux dans le délai prescrit par le droit européen ou de leur importance limitée, sont dispensés de l'autorisation d'exécution de chantier.

##### *Section 2. — Introduction et instruction de la demande*

**Art. 20.** Le coordinateur-pilote envoie au gestionnaire compétent au plus tard dans les sept jours à dater de l'expiration des délais visés à l'article 16, § 4, le dossier commun de demande d'autorisation d'exécution de chantier visé à l'article 16.

Dans le cas de l'article 17, alinéa 1<sup>er</sup>, le demandeur de coordination ou le maître d'ouvrage envoie un dossier simplifié d'exécution de chantier au gestionnaire compétent.

**Art. 21.** Dans les dix jours de la réception de l'envoi visé à l'article 20, alinéa 1<sup>er</sup>, si le dossier est incomplet, le gestionnaire envoie au coordinateur-pilote un relevé des pièces manquantes et précise que la procédure se poursuit à dater de leur réception.

Dans le même délai, si la demande est complète, le gestionnaire adresse un accusé de réception et, le cas échéant, sollicite l'avis des autres gestionnaires concernés visés à l'article 22.

**Art. 22.** § 1<sup>er</sup>. Lorsque le chantier concerne par les travaux est situé sur deux ou plusieurs voiries ou cours d'eau dépendant de gestionnaires différents, le gestionnaire visé à l'article 20 est le gestionnaire de la voirie ou du cours d'eau sur lequel l'emprise du chantier est la plus importante.

Pour déterminer l'emprise la plus importante du chantier, on prend en considération la longueur des parties de voiries ou de cours d'eau sur lesquels le chantier doit être exécuté.

§ 2. Dans les sept jours de la réception du dossier complet, il adresse aux autres gestionnaires concernés copie de la demande. Ces derniers envoient leurs observations et avis dans un délai de trente jours à dater de la réception de l'envoi; à défaut, leur avis est réputé favorable.

§ 3. En cas d'avis défavorable d'un ou plusieurs gestionnaires, le gestionnaire destinataire de la demande d'autorisation réunit tous les gestionnaires concernés dans un délai de quinze jours à dater de la réception de cet avis.

Si à l'issue de la réunion, aucun accord n'a pu être trouvé, l'autorisation n'est octroyée que pour les chantiers ayant reçu un avis favorable des gestionnaires concernés.

L'autorisation est refusée dans sa totalité si les travaux ne permettent pas une autorisation partielle.

### Section 3. — La décision

**Art. 23.** § 1<sup>er</sup>. La décision du gestionnaire octroyant ou refusant l'autorisation d'exécution de chantier est notifiée par envoi au coordinateur-pilote, au demandeur de coordination ou au maître d'ouvrage visé à l'article 17, à la Commission et, le cas échéant, aux autres gestionnaires visés à l'article 22.

Le gestionnaire peut également octroyer une autorisation partielle d'exécution de chantier.

§ 2. Le Gouvernement détermine la forme et le contenu de la décision, laquelle doit contenir, au minimum, les informations suivantes :

1° la localisation du chantier;

2° l'emprise du chantier et plus particulièrement une vue en plan des travaux projetés ainsi que le démontage projeté des installations existantes désaffectées;

3° la durée et la période prévue d'exécution du chantier;

4° le montant de la garantie qui doit être constituée pour satisfaire au prescrit de l'article 29;

5° les phases éventuelles de réalisation des travaux en précisant le début de chaque phase.

**Art. 24.** § 1<sup>er</sup>. La notification visée à l'article 23 intervient dans les trente jours de l'envoi de l'accusé de réception visé à l'article 21 ou de l'expiration des délais visés à l'article 22.

A défaut, le coordinateur-pilote adresse dans les cinq jours suivant expiration du délai une lettre recommandée à la poste au gestionnaire lui demandant de notifier sa décision conformément à l'article 23, § 1<sup>er</sup>, dans les quinze jours suivant réception.

A défaut, l'autorisation est réputée refusée.

§ 2. L'autorisation ne peut être refusée que pour des motifs de sécurité, de salubrité, de mobilité et de viabilité de la voirie.

§ 3. Le délai visé au § 1<sup>er</sup> est augmenté de quinze jours lorsqu'il débute ou arrive à échéance durant les mois de juillet et d'août.

### Section 4. — La péremption de l'autorisation

**Art. 25.** § 1<sup>er</sup>. Si, dans les douze mois de l'envoi de la décision octroyant l'autorisation d'exécution de chantier, les travaux n'ont pas débuté de manière significative, celle-ci est périmée.

La péremption s'opère de plein droit.

§ 2. Toutefois, à la demande du bénéficiaire de l'autorisation d'exécution de chantier, celle-ci est prorogée pour une période de six mois. Cette demande est introduite trente jours avant l'expiration du délai de péremption visé au § 1<sup>er</sup>.

La prorogation est accordée par le gestionnaire compétent et adressée à la Commission.

### Section 5. — Le recours

**Art. 26.** Introduction du recours.

§ 1<sup>er</sup>. La personne physique ou morale visée à l'article 8 peut introduire un recours auprès du Gouvernement dans les vingt jours de la réception de la décision statuant sur l'autorisation d'exécution du chantier ou de l'expiration des délais pour statuer.

§ 2. Le recours est envoyé, par lettre recommandée à la poste, au Gouvernement qui en adresse une copie au gestionnaire dans les dix jours de sa réception.

§ 3. Le Gouvernement ou son délégué peut se faire communiquer tous renseignements et documents qu'il juge nécessaire pour l'examen du recours et entendre les témoins.

**Art. 27.** Audition des parties.

Le Gouvernement ou la personne qu'il délègue entend, à leur demande, le requérant ou son conseil, le gestionnaire ou son délégué.

Lorsqu'une partie demande à être entendue, les autres parties sont invitées à comparaître.

**Art. 28.** Décision du Gouvernement.

La décision du Gouvernement est notifiée aux parties, dans les soixante jours de la réception du recours. Lorsque les parties sont entendues, le délai est prolongé de quinze jours. A défaut de notification de la décision dans ce délai, la décision initiale du gestionnaire, fût-elle tacite, est réputée confirmée.

Si le Gouvernement délivre l'autorisation d'exécution de chantier, sa décision comporte, le cas échéant, les informations visées à l'article 23, § 2.

TITRE III. — *Exécution du chantier*CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Obligations préalables à l'ouverture d'un chantier*

**Art. 29.** § 1<sup>er</sup>. A défaut d'accord entre le gestionnaire et le bénéficiaire de l'autorisation d'exécution de chantier sur une autre forme de constitution, le bénéficiaire constitue une garantie à première demande au profit, du gestionnaire, destinée au recouvrement des frais exposés liés à la remise en état des lieux ou des frais exposés suite à la décision de recourir à des mesures d'office.

Le Gouvernement détermine le montant et les modalités de constitution, d'adaptation et de libération de cette garantie.

§ 2. Le Gouvernement dresse la liste des chantiers et des types de chantiers dont l'exécution n'affecte pas l'intégrité de la voirie ou du cours d'eau ou ne l'affecte que de façon minimale et qui sont dispensés de la constitution de la garantie visée au § 1<sup>er</sup>.

§ 3. La garantie ne doit pas être constituée lorsque le maître d'ouvrage est le gestionnaire.

**Art. 30.** Le coordinateur-pilote, le demandeur de coordination ou le maître d'ouvrage informe les riverains et les usagers de la tenue du chantier par voie de lettre circulaire ou d'affiche, au plus tard quinze jours avant le début des travaux.

**Art. 31.** § 1<sup>er</sup>. Le coordinateur-pilote ou le bénéficiaire de l'autorisation d'exécution de chantier dans le cas de l'article 17 dresse, en présence du gestionnaire, un état des lieux de la voirie ou du cours d'eau avant chantier.

Cet état des lieux doit être dressé, sauf accord des parties, au plus tard cinq jours avant le début des travaux.

§ 2. Si cet état des lieux ne peut être dressé du fait soit du gestionnaire, soit du coordinateur-pilote ou du bénéficiaire de l'autorisation d'exécution de chantier dans le cas de l'article 17, l'état des lieux est dressé unilatéralement et est réputé contradictoire.

Une copie est envoyée sans délai à l'intervenant défaillant.

**Art. 32.** § 1<sup>er</sup>. Au plus tard cinq jours avant le début des travaux, le bénéficiaire de l'autorisation d'exécution de chantier en avertit, par envoi, le gestionnaire, ainsi que la Commission.

Le bénéficiaire de l'autorisation d'exécution de chantier ne peut débuter un chantier qu'à l'expiration d'un délai de cinq jours à dater de l'envoi de l'avertissement visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 2. Sauf force majeure, sont également tenues d'avertir le gestionnaire, ainsi que la Commission, avant le début des travaux, les personnes physiques ou morales visées à l'article 8 exécutant un chantier dispensé d'autorisation d'exécution de chantier.

CHAPITRE II. — *Obligations durant l'exécution du chantier*

**Art. 33.** Durant toute la durée du chantier, l'autorisation d'exécution de chantier doit se trouver en permanence à l'endroit où les travaux sont exécutés.

**Art. 34.** § 1<sup>er</sup>. Lorsque, durant le chantier, la personne qui exécute les travaux découvre une installation alors qu'elle n'a reçu aucun document la mentionnant ou découvre une installation non renseignée sur les documents qu'elle a demandés et reçus ou si elle ne trouve pas l'installation renseignée à l'endroit indiqué, elle en avise immédiatement et au plus tard dans les 24 heures, le gestionnaire, le coordinateur-pilote et le bénéficiaire de l'autorisation d'exécution de chantier.

Le gestionnaire contacte, dans les 24 heures au plus tard de l'information visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, la personne physique ou morale visée à l'article 8 concernée par l'installation.

§ 2. Dans les 24 heures au plus tard de l'information qu'elle a reçue, la personne morale ou physique visée à l'article 8 concernée constate sur place la position de l'installation découverte ou mal renseignée, en présence du gestionnaire, et prend toute mesure utile, exigée par la situation.

A défaut par elle de s'exécuter, le gestionnaire peut s'y substituer.

Le gestionnaire, le coordinateur-pilote et le bénéficiaire de l'autorisation d'exécution du chantier sont avisés.

§ 3. Dans les 24 heures du délai prévu au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, si le propriétaire de l'installation découverte ne peut être identifié, le gestionnaire constate sur place la position de l'installation et prend toute mesure utile que la situation exige pour la poursuite des travaux.

Le gestionnaire, le coordinateur-pilote et le bénéficiaire de l'autorisation d'exécution du chantier sont avisés.

§ 4. Les frais engendrés par le gestionnaire qui doit se substituer au défaillant visé aux §§ 2 et 3 sont réclamés à ce dernier.

§ 5. La personne physique ou morale visée au § 2, ou le gestionnaire visé au § 3, participe à la réunion de recèlement visée à l'article 38.

CHAPITRE III. — *Obligations au terme du chantier*

**Art. 35.** § 1<sup>er</sup>. Le coordinateur-pilote ou, dans le cas visé à l'article 17, le bénéficiaire de l'autorisation d'exécution de chantier dresse, en présence du gestionnaire, un état des lieux de sortie.

Cet état des lieux de sortie doit être dressé, sauf accord des parties, au plus tard dans les cinq jours de la demande visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 2. Si cet état de sortie ne peut être dressé du fait du gestionnaire, la voirie ou le cours d'eau est réputé remis dans son pristin état à la fin du chantier.

§ 3. A défaut pour le coordinateur-pilote ou, dans le cas visé à l'article 17, le bénéficiaire de l'autorisation d'exécution de chantier de se conformer au § 1<sup>er</sup>, le gestionnaire dresse seul l'état des lieux de sortie lequel est réputé contradictoire.

Cet état des lieux de sortie est envoyé sans délai au défaillant.

**Art. 36.** § 1<sup>er</sup>. S'il résulte de l'état des lieux de sortie visé à l'article 35 que la voirie ou le cours d'eau n'est pas remis en son pristin état, le gestionnaire indique les travaux à réaliser et le délai dans lequel ils doivent l'être.

§ 2. A sa demande, le coordinateur-pilote ou, dans le cas visé à l'article 17, le bénéficiaire de l'autorisation d'exécution de chantier dresse, en présence du gestionnaire, un état des lieux de sortie complémentaire.

Cet état des lieux complémentaire doit être dressé, sauf accord des parties, au plus tard dans les cinq jours de la demande visée à l'alinéa précédent.

§ 3. Si cet état des lieux de sortie complémentaire ne peut être dressé du fait du gestionnaire, la voirie ou le cours d'eau est réputé remis dans son pristin état à la fin de l'exécution des travaux complémentaires.

§ 4. Si cet état des lieux complémentaires ne peut être dressé du fait du coordinateur-pilote ou, dans le cas visé à l'article 17, du bénéficiaire de l'autorisation d'exécution de chantier, le gestionnaire dresse seul l'état des lieux de sortie complémentaire lequel est réputé contradictoire.

Cet état des lieux de sortie complémentaire est envoyé sans délai au coordinateur-pilote ou au bénéficiaire de l'autorisation d'exécution de chantier visé à l'article 17.

§ 5. A défaut pour le coordinateur-pilote ou, dans le cas visé à l'article 17, le bénéficiaire de l'autorisation d'exécution de chantier de se conformer au § 1<sup>er</sup>, le gestionnaire peut exécuter ou faire exécuter d'office les travaux complémentaires en ses lieu et place et à ses frais.

**Art. 37.** Dans les cinq jours de la remise en état de la voirie ou du cours d'eau dûment constatée, le gestionnaire envoie au coordinateur-pilote ou, dans le cas visé à l'article 3, au bénéficiaire de l'autorisation d'exécution de chantier, une déclaration de fin de chantier.

Une copie de cette déclaration est envoyée par le gestionnaire à la Commission et, le cas échéant, aux autres gestionnaires visés à l'article 22.

**Art. 38.** § 1<sup>er</sup>. Avant la remise en état, de la voirie ou du cours d'eau, le coordinateur-pilote convoque à une réunion de récolement l'ensemble des bénéficiaires de l'autorisation d'exécution de chantier.

S'il préexiste une installation sous, sur ou au-dessus d'une voirie ou d'un cours d'eau, le coordinateur-pilote y convoque également d'une part, les personnes physiques ou morales visées à l'article 31 et d'autre part, les autres personnes physiques ou morales visées à l'article 8 concernées par une installation renseignée précédemment.

Au cours de cette réunion, chacun dresse un plan de récolement de son installation.

§ 2. Dans le cas visé à l'article 17 et avant la remise en état de la voirie ou du cours d'eau, le bénéficiaire de l'autorisation dresse un plan de récolement de son installation.

S'il préexiste une installation sous, sur ou au-dessus d'une voirie ou d'un cours d'eau, il convoque à une réunion préalable à la remise en état de la voirie ou du cours d'eau, d'une part, les personnes physiques ou morales visées à l'article 34 et, d'autre part, les autres personnes physiques ou morales visées à l'article 8 concernées, afin que celles-ci dressent les plans de récolement de leurs installations.

§ 3. Lorsque le chantier implique qu'il soit refermé au fur et à mesure de son exécution, les bénéficiaires de l'autorisation d'exécution de chantier dressent au fur et à mesure le plan de récolement de leurs installations. Ils en avisent préalablement le coordinateur-pilote.

Le § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, est applicable.

§ 4. Au terme du chantier et au plus tard dans les six mois de l'état des lieux de sortie définitif, chacun communique un plan de récolement des installations au gestionnaire et l'introduit dans le système d'échange d'information visé à l'article 1<sup>er</sup>.

La Commission délivre une attestation certifiant que le plan de récolement a été introduit dans le système.

§ 5. Le Gouvernement détermine la forme et le contenu du plan de récolement.

§ 6. L'introduction du plan de récolement dans le système d'échange d'informations entraîne la libération de la garantie éventuellement constituée pour les besoins du chantier.

A cette fin, toutes les personnes visées au § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, et au § 2, communiquent, le cas échéant, au gestionnaire l'attestation délivrée par la Commission.

#### CHAPITRE V. — *Interruption de chantier*

**Art. 39.** Le bénéficiaire de l'autorisation d'exécution de chantier est réputé détaillant lorsque, sans motif légitime, il interrompt l'exécution du chantier pendant plus de vingt jours.

**Art. 40.** Le gestionnaire met en demeure le bénéficiaire de l'autorisation d'exécution de chantier défaillant de se conformer à ses obligations.

A défaut pour le bénéficiaire de l'autorisation d'exécution de chantier de reprendre, sans motif légitime, les travaux, dans les cinq jours à dater de la réception de la mise en demeure, le gestionnaire est autorisé à prendre d'office toutes mesures utiles aux frais, risques et périls du bénéficiaire défaillant.

#### CHAPITRE VI. — *Les mesures d'office*

**Art. 41.** La décision du gestionnaire de recourir aux mesures d'office, en application des articles 31, § 2, 34, §§ 2 et 3, 36, §§ 4 et 5 et 40, est notifiée au bénéficiaire de l'autorisation d'exécution de chantier ainsi qu'à la Commission et, le cas échéant, aux autres gestionnaires visés à l'article 18.

A dater du jour de réception de la décision du gestionnaire de recourir aux mesures d'office, le bénéficiaire de l'autorisation d'exécution de chantier ne peut plus intervenir sur le chantier.

**Art. 42.** Le montant des dépenses résultant de l'application des mesures d'office, non payé à son échéance, est imputé de plein droit par le gestionnaire compétent sur la garantie à première demande ou est recouvré par lui par toutes voies de droit.

#### TITRE IV. — *L'information*

**Art. 43.** Le Gouvernement crée un système d'échange d'informations qui permet au minimum l'accès aux renseignements suivants :

1° les coordonnées des personnes physiques ou morales visées à l'article 8 qui se sont déclarées ou de la personne de contact par elles renseignée ainsi que celles des coordinateurs-pilotes pour chaque chantier;

2° les programmations de chantier visées à l'article 11;

3° les autorisations d'exécution de chantier visées à l'article 23 et, le cas échéant, leur prorogation et leur péremption;

4° les déclarations de fin de chantier visées à l'article 37;

5° les attestations délivrées relatives aux plans de récolement visés à l'article 38;

6° les mesures d'office visées à l'article 41;

7° les autres informations relatives à l'occupation du sol ou du sous-sol.

**Art. 44.** Selon des modalités à définir par le Gouvernement, ont accès à tout ou partie des renseignements mis à disposition et mentionnés à l'article 43 :

1° les gestionnaires;

2° les personnes physiques ou morales visées à l'article 8 qui se sont fait connaître;

- 3° les entreprises de travaux;
  - 4° les maîtres d'œuvre;
  - 5° les maîtres d'ouvrage;
  - 6° les autorités en charge de la planification d'urgence et de la coordination de crise.
- L'étendue de l'accès dépend de la qualité de la personne visée à l'alinéa précédent.

#### TITRE V. — *Sanctions*

##### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *La recherche et la constatation des infractions*

**Art. 45.** § 1<sup>er</sup>. Les fonctionnaires et agents de la Région wallonne, désignés à cette fin par le Gouvernement ont qualité pour rechercher et constater les infractions au présent décret.

Les fonctionnaires et agents visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> ont la qualité d'agents ou d'officiers de police judiciaire et doivent prêter serment; conformément aux lois et règlements en vigueur.

§ 2. Sans préjudice des devoirs incombant aux officiers de police judiciaire, les fonctionnaires et agents visés au § 1<sup>er</sup> ont accès au chantier pour faire toutes recherches et constatations utiles. Ils peuvent se faire communiquer tous les renseignements qu'ils jugent utiles.

§ 3. En cas de violation du présent décret, les fonctionnaires et agents visés au § 1<sup>er</sup> peuvent :

- 1° fixer au contrevenant, par la voie d'une mise en demeure transmise par envoi, un délai pour mettre fin à l'infraction constatée. Le fonctionnaire ou l'agent en informe la Commission et le gestionnaire. A l'expiration du délai, le fonctionnaire ou l'agent peut mettre sous scellés un chantier, dresse rapport et le transmet par envoi, dans les cinq jours, au contrevenant et à la Commission;
- 2° dresser procès-verbal. Ce procès-verbal est transmis, à peine de nullité, par envoi, au contrevenant et ce, dans les cinq jours du jour où il est établi ou de l'expiration du délai visé au 1°.

##### CHAPITRE II. — *Les infractions et les amendes administratives*

**Art. 46.** § 1<sup>er</sup>. Sont punis d'une amende de 2,5 euros à 7.500 euros ceux qui :

- 1° exécutent les travaux sans autorisation d'exécution de chantier préalable lorsque celle-ci est requise;
- 2° poursuivent les travaux postérieurement à la péremption de l'autorisation d'exécution de chantier préalable;
- 3° maintiennent les travaux exécutés sans autorisation d'exécution de chantier préalable ou postérieurement à la péremption de l'autorisation d'exécution de chantier préalable;
- 4° s'abstiennent de communiquer le plan de récolement des travaux réalisés au gestionnaire et de l'introduire dans la banque de données, en application de l'article 38;
- 5° enfreignent de quelque manière que ce soit l'autorisation d'exécution de chantier préalable;
- 6° enfreignent l'article 34 en ne constatant pas sur place la position de l'installation mal renseignée ou découverte et en ne prenant pas toute mesure utile;
- 7° ne transmettent pas, en vertu de l'article 14, § 2, les informations en leur possession.

§ 2. En cas de concours de plusieurs infractions visées au § 1<sup>er</sup>, les montants des amendes sont cumulés sans qu'ils puissent cependant excéder le double de l'amende visée au § 1<sup>er</sup>.

**Art. 47.** § 1<sup>er</sup>. Une amende administrative dont le montant ne peut excéder 7.500 euros pourra être appliquée au contrevenant.

Aux fins de perception des amendes administratives, chaque gestionnaire désigne un délégué qui ne peut être un des agents ou fonctionnaires visés à l'article 45, § 1<sup>er</sup>.

§ 2. Les infractions constatées aux dispositions visées à l'article 46, § 1<sup>er</sup>, sont poursuivies par voie d'amendes administratives, à moins que le ministère public ne juge, compte tenu de la gravité de l'infraction, qu'il y a lieu à poursuites pénales.

Les poursuites pénales excluent l'application d'une amende administrative, même si un acquittement les clôture.

§ 3. Un exemplaire du procès-verbal constatant l'infraction est transmis au gestionnaire.

Le ministère public dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception du procès-verbal pour notifier au gestionnaire, sa décision quant à l'intentement ou non de poursuites pénales.

§ 4. Dans le cas où le ministère public renonce à poursuivre ou omet de notifier sa décision dans le délai fixé, le délégué décide, après avoir mis le contrevenant en mesure de présenter, par écrit, ses moyens de défense dans les quinze jours de la réception de l'invitation qu'il lui envoie, s'il y a lieu d'infliger une amende administrative du chef de l'infraction.

La décision motivée du délégué fixe le montant de l'amende administrative. Elle est notifiée au contrevenant par envoi en même temps qu'une invitation à acquitter l'amende dans un délai d'un mois à dater de la réception de la décision.

La notification par le délégué met fin à l'action publique.

Le gestionnaire ou son délégué informe du paiement de l'amende, la Commission.

§ 5. La décision administrative par laquelle l'amende administrative est infligée ne peut être prise cinq ans après le fait constitutif d'une infraction.

L'invitation au contrevenant de présenter ses moyens de défense, visés au § 4, premier alinéa, faite dans le délai déterminé à cet alinéa, interrompt le cours de la prescription. Cet acte fait courir un nouveau délai d'égale durée.

§ 6. Le contrevenant qui conteste la décision du gestionnaire introduit, à peine de forclusion, un recours par voie de requête devant le tribunal de première instance dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision. Ce recours suspend l'exécution de la décision.

La disposition de l'alinéa précédent est mentionnée dans la décision dans laquelle l'amende administrative est infligée.

**Art. 48.** En cas de non-paiement de l'amende administrative dans un délai d'un mois à dater de la décision du gestionnaire ou à dater de la décision du tribunal de première instance passée en force de chose jugée, le gestionnaire peut prélever, de plein droit, son montant sur la garantie visée à l'article 22, § 1<sup>er</sup>, sans autre formalité que d'en avertir le contrevenant suivant les modalités arrêtées par le Gouvernement.



TITRE VI. — *Dispositions abrogatoires et transitoires*

**Art. 49.** Les dispositions suivantes sont abrogées :

1° les articles 129, § 3, 154, alinéa 1<sup>er</sup>, 7°, et 158, alinéa 1<sup>er</sup>, 4°, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

2° l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 5, de la loi du 17 janvier 1938 réglant l'usage par les autorités publiques, associations et communes et concessionnaires de services publics ou d'utilité publique, des domaines publics de l'Etat, des provinces et des communes, pour l'établissement et l'entretien de canalisations et notamment des canalisations d'eau et de gaz;

3° l'article 19 du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité;

4° l'article 19 du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz.

**Art. 50.** A l'article 11 et à l'article 12 de la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables, il est ajouté un § 2 rédigé comme suit :

« § 2. Lorsque ces travaux requièrent, pour leur réalisation, une autorisation d'exécution de chantier visée à l'article 23 du décret du 30 avril 2009, relatif à l'information, la coordination et l'organisation des chantiers sous, sur ou au-dessus des voiries ou des cours d'eaux, ces travaux ne peuvent être exécutés tant que son titulaire ne dispose pas de l'autorisation d'exécution de chantier sauf dans les cas prévus par ce décret. »

A l'article 14 de la même loi, il est ajouté un § 3 rédigé comme suit :

« § 3. Lorsque les travaux visés aux §§ 1<sup>er</sup> et 2 requièrent pour leur réalisation une autorisation d'exécution de chantier visée à l'article 23 du décret du 30 avril 2009, relatif à l'information, la coordination et l'organisation des chantiers sous, sur ou au-dessus des voiries ou des cours d'eaux, ces travaux ne peuvent être exécutés tant que son titulaire ne dispose pas de l'autorisation d'exécution de chantier sauf dans les cas prévus par ce décret. »

**Art. 51.** Le présent décret n'est pas applicable aux notifications de voirie, aux déclarations préalables de travaux, aux demandes d'autorisation ou de permissions de voirie, introduites avant l'entrée en vigueur du présent décret en exécution de :

1° l'article 129, § 3, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

2° des articles 12 et 14 de la loi du 28 décembre 1967 relative aux coins d'eau non navigables;

3° l'article 1<sup>er</sup>, alinéas 4 et 5, de la loi du 17 janvier 1938 réglant l'usage par les autorités publiques, associations et communes et concessionnaires de services publics ou d'utilité publique, des domaines publics de l'Etat, des provinces et des communes, pour l'établissement et l'entretien de canalisations et notamment des canalisations d'eau et de gaz;

4° l'article 19 du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité;

5° l'article 19 du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz.

**Art. 52.** Le présent décret entre en vigueur au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2011.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 30 avril 2009.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,

M. DAERDEN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,

J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,

Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Formation,

M. TARABELLA

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,

D. DONFUT

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

—  
Note

(1) *Session 2008-2009.*

*Documents du Parlement wallon*, 913 (2008-2009), n<sup>os</sup> 1 à 6.

*Compte rendu intégral*, séance publique du 29 avril 2009.

Discussion - Votes.

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 2153

[2009/202577]

**30. APRIL 2009 — Dekret über die Information, Koordination und Organisation der Baustellen unter, auf oder über Straßen oder Wasserläufen (1)**

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

**TITEL I — Allgemeines****KAPITEL I — Allgemeines**

**Artikel 1** - Zur Anwendung des vorliegenden Dekrets gelten folgende Definitionen:

1° "Baustelle": jede einzelne Arbeit bzw. Gesamtheit von Arbeiten, die unter, auf oder über einer Straße oder einem Wasserlauf auszuführen ist bzw. sind, oder der Ort ihrer Durchführung;

2° "Bauherr": die natürliche oder juristische Person, die den Boden oder Untergrund der Straße oder des Wasserlaufs benutzt, die Arbeiten unter, auf oder über einer Straße oder einem Wasserlauf einleitet und diese Arbeiten durchführt oder durchführen lässt;

3° "Bauleiter": die natürliche oder juristische Person, die die Planung, den Entwurf oder die Leitung der Durchführung der Arbeiten unter, auf oder über einer Straße oder einem Wasserlauf gewährleistet;

4° "Straße": das öffentliche Straßen- und Wegenetz einschließlich der Abschnitte, die dazu bestimmt sind, in das öffentliche Eigentum eingegliedert zu werden, und das aus allen Flächen, Straßen und Wegen zusammengesetzt ist, die zum öffentlichen Verkehr mit egal welchen Verkehrsmitteln bestimmt sind, einschließlich der betreffenden Nebenanlagen und des dazugehörigen Untergrunds;

5° "Wasserlauf": eine Wasserstraße oder ein Kanal oder ein nichtschiffbarer Wasserlauf, und die dazugehörigen Nebenanlagen;

6° "Verwalter": die öffentliche Behörde, der die Straße bzw. der Wasserlauf untersteht, unter, auf oder über der bzw. dem die Arbeiten durchgeführt werden;

7° "Pilotkoordinator": die kraft Artikel 15 bezeichnete natürliche oder juristische Person, die mit der Koordination, Ausarbeitung und Einführung einer Akte zur Beantragung der Genehmigung zur Durchführung einer Baustelle sowie der Organisation der Durchführung einer Baustelle beauftragt ist, wenn mehrere in Artikel 8 bezeichnete natürliche oder juristische Personen die Absicht äußern, eine Baustelle am selben Ort durchzuführen;

8° "Sendung": jede Art der Einsendung und des Empfangs, durch die ungeachtet des benutzten Zustellungsdienstes die Einsendung und der Empfang mit einem sicher feststehenden Datum versehen werden können;

9° "Bestandsplan": der in Artikel 35 genannte Plan, in dem die unter, auf und über der Straße oder dem Wasserlauf befindlichen Anlagen angegeben werden;

10° "Informationsaustauschsystem": System für die Sammlung und den Verkehr von Informationen, die zur Umsetzung vorliegenden Dekrets notwendig sind;

11° "Inhaber der Genehmigung zur Durchführung der Baustelle": die natürliche oder juristische Person, die die Durchführung der Arbeiten beabsichtigt, und kraft des in Titel II, Kapitel IV vorgesehenen Verfahrens allein oder durch die Vermittlung eines Pilotkoordinators eine Genehmigung zur Ausführung einer Baustelle beantragt und erhalten hat;

12° "Regeln der guten fachlichen Praxis": Regeln der guten fachlichen Praxis für die Verhütung von Schäden an unterirdischen Anlagen bei Arbeiten in der Nähe solcher Anlagen, Anlage A-5 des Musterlastenheftes der Wallonischen Region für Straßen- und Wegebauarbeiten RW99.

**KAPITEL II — Die Kommission****Abschnitt 1 — Die Kommission**

**Art. 2** - Es wird eine Kommission für die Koordination der Baustellen, nachstehend die "Kommission genannt", eingerichtet. Ihre Aufgaben sind:

1° auf eigene Initiative oder auf Antrag entweder der Regierung, oder eines Verwalters, oder aber der in Artikel 8 genannten natürlichen oder juristischen Personen, die sich gemeldet haben, Bemerkungen äußern, Vorschläge machen, oder allgemeine Richtlinien betreffend die Information, Koordination und Organisation der Baustellen auf Straßen und Wasserläufen vorschlagen;

2° den in Artikel 7 genannten technischen Ausschuss kontrollieren;

3° die in Artikel 8, 11, 23, 37 und 47 genannten Sendungen in Empfang nehmen;

4° die Genehmigungen für den Zugang zum in Artikel 43 genannten Informationsaustauschsystem ausstellen und dessen Sicherung kontrollieren;

5° die Kontakte mit dem Staat und den anderen föderierten Gebieten im Rahmen der Anwendung vorliegenden Dekrets gewährleisten.

**Art. 3** - Die Zusammensetzung der Kommission ist die Folgende:

1° ein Vertreter des Minister-Präsidenten der Wallonischen Regierung;

2° ein Vertreter des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die öffentlichen Arbeiten gehören;

3° ein Vertreter des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Aufsicht über die lokalen Behörden gehört;

4° ein Vertreter des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die bezuschussten Arbeiten gehören;

5° ein Vertreter des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Raumordnung gehört;

6° ein Vertreter des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört;

7° ein Vertreter des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Kartographie gehört;

8° ein Vertreter des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört;

9° fünf Vertreter der Verwalter;

10° acht Vertreter der Betreiber der Kommunikations-, Transport-, Energie- und Wasserversorgungs-, und Abwassernetze;

11° zwei Vertreter der wirtschaftlichen Entwicklungsträger, zu deren Gesellschaftszweck die Ansiedlung neuer wirtschaftlicher Aktivitäten, ihre Umstellung oder ihr Aufschwung gehören;

12° drei Vertreter der Unternehmer;

13° zwei Mitglieder des in Artikel 7 genannten technischen Ausschusses.

**Art. 4** - Auf Vorschlag der Minister und der in Artikel 8 genannten Einrichtungen ernennt die Regierung die ordentlichen und stellvertretenden Mitglieder der Kommission, denen eine Vertraulichkeitsverpflichtung auferlegt wird.

Die Ernennung eines Mitglieds der Kommission erlischt, wenn die Kommission erneuert wird, oder wenn das Mitglied die Eigenschaft verliert, aufgrund deren es ernannt worden ist.

Wenn ein Mandat frei wird, wird das stellvertretende Mitglied zum ordentlichen Mitglied.

Das stellvertretende Mitglied wird spätestens binnen zwei Monaten nach der Vakanz ersetzt.

**Art. 5** - Der Vorsitz über die Kommission wird vom Vertreter des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Aufsicht über die lokalen Behörden gehört, übernommen.

Die Kommission versammelt sich jedes Mal, wenn sie es für nötig erachtet, oder wenn mindestens die Hälfte ihrer Mitglieder es beantragen, und mindestens vier Mal im Jahre, auf schriftliche Einberufung des Vorsitzenden, die mindestens fünf Tage vor dem Datum der Versammlung gesandt wird.

**Art. 6** - Die Kommission legt ihre innere Dienstordnung auf der Grundlage der vorherig von der Regierung bestimmten allgemeinen Grundsätze fest.

Die innere Dienstordnung wird von der Regierung genehmigt.

#### *Abschnitt 2 — Der technische Ausschuss*

**Art. 7** - Die Regierung wird dazu befugt, einen technischen Ausschuss zu bilden, dessen Aufgaben die Folgenden sind:

1° die Liste der in Artikel 8 genannten natürlichen oder juristischen Personen, die sich gemeldet haben, pro Gemeinde aufstellen; die Liste der etwaigen Kontaktpersonen, die von Letzteren angegeben worden sind, aufstellen; die Liste der Pilotkoordinatoren für jede Baustelle sowie die in Artikel 11 genannte Planung ihrer Projekte aufstellen;

2° die Daten betreffend die Informationen über die Baustellen, insbesondere ihre Planung, die Durchführungsgenehmigungen und Maßnahmen von Amts wegen in dem in Artikel 43 genannten Informationsaustauschsystem sammeln und für deren ständige Aktualisierung sorgen;

3° die Eingabe der Informationen betreffend die Benutzung der Straßen und Wasserläufe und die in Artikel 38 genannten Bestandspläne in das Informationsaustauschsystem kontrollieren und die diesbezüglichen Bescheinigungen ausstellen;

4° die Abfrage der Daten durch die Verwalter, die in Artikel 8 genannten natürlichen oder juristischen Personen, die sich gemeldet haben, die Bauherren, die Bauunternehmer und die Bauleiter, die ein Interesse nachweisen können, kontrollieren, und die materiellen Handlungen zur Absicherung des Informationsaustauschsystems vornehmen;

5° das Sekretariat der Kommission und die weitere Behandlung ihrer Arbeiten gewährleisten, und ihr über seine Aktivitäten Bericht erstatten.

Die Regierung kann dem technischen Ausschuss weitere Aufgaben anvertrauen.

### **TITEL II — Vor der Ausführung einer Baustelle einzuhaltende Verpflichtungen**

#### *KAPITEL I — Meldepflicht*

**Art. 8** - Die folgenden natürlichen oder juristischen Personen sind verpflichtet, sich binnen hundertzwanzig Tagen ab dem Inkrafttreten vorliegenden Dekrets bei der Kommission zu melden:

1° die Betreiber der Telekommunikationsnetze;

2° die Betreiber von Kabelrundfunk- und -fernsehtetzen;

3° die Energietransport- und -versorgungsgesellschaften;

4° die Transport-, Versorgungs- und Sammlungsgesellschaften für Wasser, Abwasser oder sonstige Gase und Flüssigkeiten;

5° die Verwalter sowie die von ihnen abhängenden juristischen Personen, die über das Recht verfügen, die Straße oder den Wasserlauf zu benutzen, um dort Baustellen durchzuführen;

6° die Personen, die über das Recht verfügen, die Straße oder den Wasserlauf zu benutzen, um dort Baustellen durchzuführen.

Jede in Absatz 1 genannte natürliche oder juristische Person ist verpflichtet, sich binnen hundertzwanzig Tagen nachdem sie das Recht erhalten hat, die Straße oder den Wasserlauf zu benutzen, um dort Baustellen durchzuführen, zu melden.

Die Regierung bestimmt die Art und Weise, wie die in den vorigen Absätzen genannten Personen sich bei der Kommission melden, sowie die Informationen, die der Kommission zuzusenden sind.

**Art. 9** - Die in Artikel 8 genannten natürlichen oder juristischen Personen, die sich nicht gemeldet haben, dürfen binnen drei Jahren nach ihrer späten Anmeldung keine Baustelle durchführen.

Die Regierung kann berechtigte Gründe bestimmen, aus welchen von dem vorigen Absatz abgewichen werden kann.

#### *KAPITEL II — Die Planung der Baustellen*

**Art. 10** - Die in Artikel 8 genannten natürlichen oder juristischen Personen erarbeiten die Planung ihrer Baustellen, bevor sie sie koordinieren.

Die Regierung erstellt die Liste der Baustellen und der Kategorien von Baustellen, die insbesondere wegen der Dringlichkeit, eines Beschlusses der Gerichtsbehörden, gegen den kein Einspruch mehr eingelegt werden kann, oder ihres geringen Umfangs nicht in die Planung aufgenommen werden müssen.

**Art. 11** - Die in Artikel 8 genannten natürlichen oder juristischen Personen senden der Kommission nach und nach und mindestens am 30. Juni und 31. Dezember eines jeden Jahres die jährliche Planung ihrer Baustellenprojekte zu, unter Berücksichtigung ihrer eigenen Verpflichtungen.

Die Regierung bestimmt die Form und den Inhalt dieser Planung.

KAPITEL III — *Die Koordinierung der Baustellen**Abschnitt 1 — Allgemeines*

**Art. 12** - Die in Artikel 8 genannten natürlichen oder juristischen Personen koordinieren ihre Baustelle, indem sie im Einvernehmen insbesondere die Reihenordnung der durchzuführenden Arbeiten, die Öffnung und Schließung der Baustelle bestimmen.

Die Regierung erstellt die Liste der Baustellen und der Kategorien von Baustellen, für die insbesondere wegen der Art der Arbeiten, der Dringlichkeit, eines Beschlusses der Gerichtsbehörden, gegen den kein Einspruch mehr eingelegt werden kann, einer Mahnung der Europäischen Kommission, wenn das Koordinationsverfahren die Durchführung der Arbeiten binnen der durch das Europäische Recht vorgeschriebenen Frist unmöglich macht, oder ihres geringen Umfangs keine Koordination verpflichtet ist.

**Art. 13** - § 1 - Außer wenn eine vom Verwalter ordnungsgemäß begründete Ausnahmegenehmigung vorliegt darf keine Baustelle, die der Koordinationspflicht unterliegt, binnen zwei Jahren unter, auf oder über dem Abschnitt einer Straße oder eines Wasserlaufs durchgeführt werden, wo eine koordinierte Baustelle bereits stattgefunden hat.

Die in Absatz 1 genannte Frist von zwei Jahren läuft ab dem Datum der in Artikel 37 genannten Erklärung über das Ende der Baustelle.

§ 2 - Das Verbot ist nicht auf die in Artikel 8 Absatz 2 genannten natürlichen oder juristischen Personen anwendbar, die kürzlich ein Recht zur Benutzung der Straße oder des Wasserlaufs erhalten haben, und zwar für jegliche zu dem Zeitpunkt, wo es ihnen nicht möglich war, ihren Eingriff zu melden, weil sie das Recht zur Benutzung der Straße oder des Wasserlaufs noch nicht erhalten hatten, geplante oder koordinierte Baustelle.

*Abschnitt 2 — Verfahren**Unterabschnitt 1 — Antrag auf Koordination*

**Art. 14** - § 1 - Die in Artikel 8 genannte natürliche oder juristische Person, die eine Baustelle durchzuführen wünscht, nachstehend der "Antragsteller auf Koordination" genannt, sendet den anderen in Artikel 8 Absatz 1 genannten natürlichen oder juristischen Personen, die sich gemeldet haben, einen Antrag auf Koordination für den von der Baustelle betroffenen und von der Regierung bestimmten Umkreis.

Die Regierung bestimmt außerdem den Inhalt dieses Antrags und kann dessen Form bestimmen.

§ 2 - Die in Artikel 8 genannten natürlichen oder juristischen Personen, die den Antrag auf Koordination erhalten haben, verfügen über eine Frist von zehn Tagen ab dem Eingang des in § 1 erwähnten Antrags, um ihn ordnungsgemäß ausgefüllt samt den Informationen über ihre im von der Baustelle betroffenen Umkreis vorhandenen Anlagen zurückzusenden.

Der Tag, an dem die Frist abläuft, wird in der in Absatz 1 genannten Frist mit eingerechnet. Fällt dieser Tag jedoch auf einen Samstag, einen Sonntag oder einen Feiertag, wird er auf den nachfolgenden Arbeitstag verlegt.

§ 3 - Mangels einer Antwort binnen der vorgenannten Frist gilt, dass die in § 1 genannten natürlichen oder juristischen Personen während der in Artikel 13 § 1 genannten Frist keine Baustelle, die der Koordinationspflicht unterliegt, durchführen müssen.

*Unterabschnitt 2 — Benennung des Pilotkoordinators*

**Art. 15** - § 1 - Der Antragsteller auf Koordination ruft die natürlichen und juristischen Personen, die ihr Interesse gemeldet haben, sowie den oder die Verwalter, wenn sie nicht zu diesen Personen gehören, zu einer Koordinationsversammlung zusammen. Diese findet binnen zehn Tagen ab dem Ablauf der in Artikel 14 § 2 genannten Frist statt.

Der Tag, an dem die Frist abläuft, wird in der in Absatz 1 genannten Frist mit eingerechnet. Fällt dieser Tag jedoch auf einen Samstag, einen Sonntag oder einen Feiertag, wird er auf den nachfolgenden Arbeitstag verlegt.

Die Regierung bestimmt den Inhalt der Einberufung, die insbesondere einen Antrag auf Mitteilung des Plans umfasst. Sie kann die Form der Einberufung bestimmen.

§ 2 - Während dieser Versammlung wird insbesondere vorgesehen,

- die von den verschiedenen Teilnehmern geplanten Arbeiten und ihre Reihenfolge in der Durchführung vorzustellen;
- die Öffnung und Schließung der Baustellen zu planen;
- die Zeichnungen auszutauschen;
- eine Vereinbarung auszuarbeiten, die alle Teilnehmer und den Pilotkoordinator bindet;
- die Fristen und das einzuhaltende Verfahren für die verschiedenen Stufen vor der Einreichung des Antrags auf Genehmigung zur Durchführung der Baustelle zu bestimmen;
- gegebenenfalls die Frist für die Einreichung des Antrags auf Genehmigung zur Durchführung der Baustelle zu bestimmen;

§ 3 - Während dieser Versammlung wird im Einvernehmen unter den anwesenden Personen ein Pilotkoordinator benannt, der nicht der von der Baustelle betroffene Verwalter sein darf. Er handelt in ihrem Namen.

Wird kein Einvernehmen erzielt, so wird die natürliche oder juristische Person unter denjenigen, die in § 1 genannt sind mit Ausnahme des betroffenen Verwalters, deren Baustelle über die längste Periode geplant ist, als Pilotkoordinator benannt.

§ 4 - Wenn die Baustelle eine oder mehrere Arbeiten umfasst, die den Artikeln L3341-2 ff. des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung unterliegen, kann die in Artikel L3341-9 desselben Kodex genannte Vollversammlung über den Vorentwurf gleichzeitig mit der in § 1 genannten Koordinationsversammlung gehalten werden.

KAPITEL IV — *Genehmigung zur Durchführung der Baustelle**Abschnitt 1 — Ausarbeitung der Akte zum Antrag auf Genehmigung zur Durchführung der Baustelle**Unterabschnitt 1 — Ausarbeitung der gemeinsamen Akte zum Antrag auf Genehmigung zur Durchführung der Baustelle*

**Art. 16** - § 1 - Der Pilotkoordinator nimmt ein Protokoll von der Koordinationsversammlung auf, das allen anwesenden oder einberufenen Parteien binnen sieben Tagen nach der Versammlung zugesandt wird.

Die Regierung bestimmt den Inhalt des Protokolls.

§ 2 - Die bei der Koordinationsversammlung anwesenden oder dazu einberufenen Personen übermitteln ihre Zustimmung, ihre Bemerkungen oder die beantragten Auskünfte binnen sieben Tagen nach Eingang des in § 1 genannten Protokolls.

§ 3 - Der Pilotkoordinator schickt spätestens binnen vierzig Tagen nach seiner Benennung allen Personen, die ihre Absicht geäußert haben, eine Baustelle durchzuführen, mit Ausnahme des Verwalters, bei dem er den Antrag einreichen muss, die gemeinsame abgeschlossene Akte zum Antrag auf Genehmigung zur Durchführung der Baustelle zu, die auf die Regeln der guten fachlichen Praxis hinweist und gemäß diesen Regeln durchgeführt wird.

Die Regierung bestimmt die Form und den Inhalt der gemeinsamen Akte zum Antrag auf Genehmigung zur Durchführung der Baustelle, die mindestens folgende Informationen enthält:

- 1° den Standort der Baustelle;
- 2° die Grundfläche der Baustelle, und insbesondere einen Grundriss der geplanten Arbeiten;
- 3° eine Beschreibungsnotiz, in der die Art der Anlagen, die auszuführenden Bauwerke, die geplante Demontage der bestehenden, außer Betrieb gestellten Anlagen und die für die Durchführung der Arbeiten vorgeschlagene Technik angegeben werden;
- 4° die Dauer und die vorgesehene Periode für die Durchführung der Baustelle;
- 5° die eventuellen Phasen der Durchführung der Arbeiten mit Angabe des Anfangs jeder Phase.

§ 4 - Die Empfänger der gemeinsamen Akte zum Antrag auf Genehmigung zur Durchführung der Baustelle verfügen über einen Zeitraum von fünf Tagen ab dem Eingang der Akte, um ihre relevanten Bemerkungen dem Pilotkoordinator zuzusenden, der sie berücksichtigt.

§ 5 - Die in § 1 bis § 4 genannten Fristen sind anwendbar, insofern die Parteien sich nicht über andere Fristen einigen.

Die in § 3 genannte Frist wird um fünfzehn Tage verlängert, wenn sie während den Monaten Juli und August anfängt oder endet.

#### Unterabschnitt 2 — Ausarbeitung der vereinfachten Akte zum Antrag auf Genehmigung zur Durchführung der Baustelle

**Art. 17** - Wenn der Antragsteller auf Koordination auf den in Artikel 14 genannten Koordinationsantrag keine Antwort oder nur negative Antworten erhält, oder wenn die Baustelle keiner Koordinationspflicht unterliegt, erstellt der Antragsteller auf Koordination oder der Bauherr eine vereinfachte Akte zum Antrag auf Genehmigung zur Durchführung der Baustelle, die auf die Regeln der guten fachlichen Praxis hinweist und gemäß diesen Regeln durchgeführt wird.

Die Regierung bestimmt die Form und den Inhalt der gemeinsamen Akte zum Antrag auf Genehmigung zur Durchführung der Baustelle sowie die Modalitäten für deren Untersuchung und für die Zustellung des in Artikel 23 genannten Beschlusses. Die vereinfachte Akte enthält mindestens folgende Informationen:

- 1° den Standort der Baustelle;
- 2° die Grundfläche der Baustelle, und insbesondere einen Grundriss der geplanten Arbeiten;
- 3° eine Beschreibungsnotiz, in der die Art der Anlagen, die auszuführenden Bauwerke, die geplante Demontage der bestehenden, außer Betrieb gestellten Anlagen und die für die Durchführung der Arbeiten vorgeschlagene Technik angegeben werden;
- 4° die Dauer und die vorgesehene Periode für die Durchführung der Baustelle;
- 5° die eventuellen Phasen der Durchführung der Arbeiten mit Angabe des Anfangs jeder Phase.

#### Unterabschnitt 3 — Befreiungen

**Art. 18** - Wenn der in Artikel 14 § 1 genannte Antragsteller auf Koordination der von der Baustelle betroffene Verwalter ist und auf den in Artikel 14 § 1 genannten Koordinationsantrag keine Antwort oder nur negative Antworten binnen der festgesetzten Frist erhält, oder wenn die Baustelle dieses Verwalters keiner Koordinationspflicht unterliegt, wird er von dem Antrag auf Genehmigung zur Durchführung der Baustelle befreit.

**Art. 19** - Die Regierung bestimmt die Liste der Baustellen und der Kategorien von Baustellen, für die insbesondere wegen der Dringlichkeit, eines Beschlusses der Gerichtsbehörden, gegen den kein Einspruch mehr eingelegt werden kann, einer Mahnung der Europäischen Kommission, wenn das Genehmigungsverfahren die Durchführung der Arbeiten binnen der durch das Europäische Recht vorgeschriebenen Frist unmöglich macht, oder ihres geringen Umfangs von der Genehmigung zur Durchführung der Baustelle befreit sind.

#### Abschnitt 2 — Einreichung und Untersuchung des Antrags

**Art. 20** - Der Pilotkoordinator übermittelt dem zuständigen Verwalter spätestens binnen sieben Tagen ab dem Ablauf der in Artikel 16 § 4 genannten Fristen die gemeinsame Akte zum Antrag auf Genehmigung zur Durchführung der Baustelle nach Artikel 16.

Im Falle von Artikel 17 Absatz 1 sendet der Antragsteller auf Koordination oder der Bauherr eine vereinfachte Akte zum Antrag auf Genehmigung zur Durchführung der Baustelle dem zuständigen Verwalter zu.

**Art. 21** - Binnen zehn Tagen nach dem Eingang der in Artikel 20, Absatz 1 genannten Sendung sendet der Verwalter, wenn die Akte nicht vollständig ist, dem Pilotkoordinator eine Liste der fehlenden Unterlagen, wobei er angibt, dass das Verfahren ab dem Eingang dieser Unterlagen fortgeführt wird.

Binnen derselben Frist sendet der Verwalter, wenn der Antrag vollständig ist, eine Empfangsbestätigung, und beantragt ggf. das Gutachten der anderen in Artikel 22 genannten betroffenen Verwalter.

**Art. 22** - § 1 - Wenn die von den Arbeiten betroffene Baustelle sich auf zwei oder mehreren Straßen oder Wasserläufen befindet, die von unterschiedlichen Verwaltern abhängen, ist der in Artikel 20 genannte Verwalter der Verwalter der Straße oder des Wasserlaufs, dessen Baustelle auf der Straße oder dem Wasserlauf die größte Grundfläche aufweist.

Zur Bestimmung der größten Grundfläche wird die Länge der Abschnitte von Straßen oder Wasserläufen berücksichtigt, auf denen die Baustelle auszuführen ist.

§ 2 - Binnen sieben Tagen nach dem Eingang der vollständigen Akte sendet er den anderen betroffenen Verwaltern eine Abschrift des Antrags. Diese senden ihre Bemerkungen und Gutachten binnen einer Frist von dreißig Tagen ab dem Eingang der Sendung; mangels dessen gilt ihr Gutachten als günstig.

§ 3 - Bei einem ungünstigen Gutachten eines oder mehrerer Verwalter ruft der Verwalter, der den Genehmigungsantrag empfängt, alle betroffenen Verwalter binnen einer Frist von fünfzehn Tagen ab dem Eingang dieses Gutachtens zusammen.

Wenn am Ende dieser Versammlung keine Vereinbarung erzielt werden konnte, wird die Genehmigung nur für die Baustellen gewährt, die ein günstiges Gutachten der betroffenen Verwalter erhalten haben.

Die Genehmigung wird ganz verweigert, wenn die Arbeiten keine Teilgenehmigung ermöglichen.

#### *Abschnitt 3 — Der Beschluss*

**Art. 23 - § 1** - Der Beschluss des Verwalters zur Erteilung oder Ablehnung der Genehmigung zur Durchführung der Baustelle wird dem Pilotkoordinator, dem Antragsteller auf Koordination oder dem in Artikel 17 genannten Bauherrn, der Kommission und gegebenenfalls den anderen in Artikel 22 genannten Verwaltern per Sendung zugestellt.

Der Verwalter kann ebenfalls eine Teilgenehmigung zur Durchführung der Baustelle gewähren.

§ 2 - Die Regierung bestimmt die Form und den Inhalt des Beschlusses, der mindestens folgende Informationen enthalten muss:

- 1° den Standort der Baustelle;
- 2° die Grundfläche der Baustelle, und insbesondere einen Grundriss der geplanten Arbeiten sowie die geplante Demontage der bestehenden, außer Betrieb gestellten Anlagen;
- 3° die Dauer und die vorgesehene Periode für die Durchführung der Baustelle;
- 4° den Betrag der Bürgschaft, die angelegt werden muss, um der Vorschrift laut Artikel 29 zu genügen;
- 5° die eventuellen Phasen der Durchführung der Arbeiten mit Angabe des Anfangs jeder Phase.

**Art. 24 - § 1** - Die in Artikel 23 genannte Zustellung findet binnen dreißig Tagen nach der Sendung der in Artikel 21 genannten Empfangsbestätigung oder nach dem Ablauf der in Artikel 22 genannten Fristen statt.

Ist dies nicht der Fall, richtet der Pilotkoordinator binnen fünf Tagen nach Ablauf der Frist einen per der Post aufgegebenen Einschreibebrief an den Verwalter, durch den er ihn darum ersucht, seinen Beschluss in Übereinstimmung mit Artikel 23 § 1 binnen fünfzehn Tagen nach Eingang dieses Briefes zuzustellen.

Wird kein Beschluss zugestellt, gilt die Genehmigung als verweigert.

§ 2 - Die Genehmigung darf nur aus mit der Sicherheit, der Gesundheit, der Mobilität und der Befahrbarkeit des Straßennetzes verbundenen Gründen verweigert werden.

§ 3 - Die in § 1 genannte Frist wird um fünfzehn Tage verlängert, wenn sie während der Monate Juli und August anfängt oder endet.

#### *Abschnitt 4 — Verfall der Genehmigung*

**Art. 25 - § 1** - Wenn die Arbeiten innerhalb von zwölf Monaten ab der Sendung des Beschlusses zur Genehmigung zur Durchführung der Baustelle nicht eindeutig eingeleitet wurden, verfällt die Genehmigung.

Der Verfall der Genehmigung erfolgt von Rechts wegen.

§ 2 - Auf Antrag des Inhabers der Genehmigung zur Durchführung der Baustelle wird diese jedoch um einen Zeitraum von sechs Monaten verlängert. Dieser Antrag wird dreißig Tage vor Verstreichen der in § 1 genannten Frist eingereicht.

Die Verlängerung wird vom zuständigen Verwalter genehmigt und der Kommission mitgeteilt.

#### *Abschnitt 5 — Beschwerden*

**Art. 26 - Einreichung der Beschwerde.**

§ 1 - Die in Artikel 8 genannte natürliche oder juristische Person kann binnen 20 Tagen nach dem Empfang des Beschlusses über die Genehmigung zur Durchführung der Baustelle oder des Ablaufs der Fristen für die Beschlussfassung bei der Regierung eine Beschwerde einreichen.

§ 2 - Die Beschwerde wird per bei der Post aufgegebenes Einschreiben an die Regierung gerichtet, die binnen zehn Tagen nach dessen Empfang eine Kopie davon dem Verwalter übermittelt.

§ 3 - Die Regierung oder ihr Beauftragter kann sich alle Auskünfte oder Unterlagen mitteilen lassen, die sie/er als für die Untersuchung der Beschwerde notwendig erachtet, und die Zeugen anhören.

**Art. 27 - Anhörung der Parteien.**

Die Regierung oder die von ihr beauftragte Person hört den Beschwerdeführer oder seinen Rat, den Verwalter oder seinen Beauftragten auf deren Antrag an.

Wenn eine Partei um Anhörung bittet, werden die anderen Parteien vorgeladen.

**Art. 28 - Beschluss der Regierung.**

Der Beschluss der Regierung wird den Parteien binnen sechzig Tagen nach dem Empfang der Beschwerde zugestellt. Wenn die Parteien angehört werden, wird diese Frist um fünfzehn Tage verlängert. Wird binnen dieser Frist kein Beschluss mitgeteilt, so gilt der ursprüngliche Beschluss des Verwalters als bestätigt, auch wenn er stillschweigend ist.

Wenn die Regierung die Genehmigung zur Durchführung der Baustelle ausstellt, umfasst ihr Beschluss ggf. die in Artikel 23 § 2 genannten Informationen.

### **TITEL III — Durchführung der Baustelle**

#### *KAPITEL I — Vor der Eröffnung einer Baustelle einzuhaltende Verpflichtungen*

**Art. 29 - § 1** - Wenn keine Vereinbarung zwischen dem Verwalter und dem Inhaber der Genehmigung zur Durchführung der Baustelle über die Art der Bildung einer Bürgschaft zustande gekommen ist, bildet der Inhaber eine Bürgschaft zugunsten des Verwalters auf den ersten diesbezüglichen Antrag; diese Bürgschaft dient zur Zurückzahlung der ausgelegten Kosten in Zusammenhang mit der Wiederinstandsetzung der Örtlichkeiten oder anschließend an den Beschluss, Maßnahmen von Amts wegen einzuleiten.

Die Regierung bestimmt den Betrag und die Modalitäten für die Bildung, Anpassung und Auszahlung dieser Bürgschaft.

§ 2 - Die Regierung erstellt die Liste der Baustellen und der Arten von Baustellen, deren Durchführung die Unversehrtheit der Straße oder des Wasserlaufs nicht oder kaum beeinträchtigt, und die von der Bildung der in § 1 genannten Bürgerschaft befreit sind.

§ 3 - Es braucht keine Bürgerschaft gebildet werden, wenn der Bauherr der Verwalter ist.

**Art. 30** - Der Pilotkoordinator, der Antragsteller auf Koordination oder der Bauherr informiert die Anwohner und Verkehrsteilnehmer über die Durchführung der Baustelle durch ein Rundschreiben oder durch Anschlag spätestens fünfzehn Tage vor dem Anfang der Arbeiten.

**Art. 31** - § 1 - Der Pilotkoordinator oder der Inhaber der Genehmigung zur Durchführung der Baustelle im in Artikel 17 genannten Fall führt einen Ortsbefund der Straße oder des Wasserlaufs vor der Durchführung der Baustelle durch.

Dieser Ortsbefund muss spätestens fünf Tage vor dem Anfang der Arbeiten erstellt werden, außer wenn die Parteien eine andere Vereinbarung treffen.

§ 2 - Wenn dieser Ortsbefund nicht gemacht werden kann aus Gründen, die entweder auf den Verwalter, oder den Pilotkoordinator oder den Inhaber der Genehmigung zur Durchführung der Baustelle im in Artikel 17 genannten Fall zurückzuführen sind, wird er einseitig erstellt, wobei er jedoch als kontradiktorisch gilt.

Eine Kopie davon wird unverzüglich dem säumigen Partner zugesandt.

**Art. 32** - § 1 - Spätestens fünf Tage vor dem Anfang der Arbeiten benachrichtigt der Inhaber der Genehmigung zur Durchführung der Baustelle den Verwalter sowie die Kommission davon per Sendung.

Der Inhaber der Genehmigung zur Durchführung der Baustelle kann eine Baustelle erst nach Ablauf einer Frist von fünf Tagen ab der Sendung der in Absatz 1 genannten Benachrichtigung anfangen.

§ 2 - Außer bei höherer Gewalt sind ebenfalls die in Artikel 8 genannten natürlichen oder juristischen Personen, die eine Baustelle durchführen, die von der Genehmigung zur Durchführung der Baustelle befreit ist, verpflichtet, den Verwalter sowie die Kommission vor dem Anfang der Arbeiten zu benachrichtigen.

#### KAPITEL II — *Verpflichtungen während der Durchführung der Baustelle*

**Art. 33** - Während der ganzen Dauer der Baustelle muss die Genehmigung zur Durchführung der Baustelle ständig an dem Ort vorhanden sein, wo die Arbeiten durchgeführt werden.

**Art. 34** - § 1 - Wenn die Person, die die Arbeiten ausführt, während der Baustelle eine Anlage entdeckt, obschon sie kein Dokument erhalten hat, das diese angibt, oder eine Anlage entdeckt, die auf den beantragten und erhaltenen Dokumenten nicht angegeben wird, oder wenn sie die angegebene Anlage nicht an dem genannten Ort findet, informiert sie unverzüglich und dies spätestens binnen 24 Stunden den Verwalter, den Pilotkoordinator und den Inhaber der Genehmigung zur Durchführung der Baustelle.

Spätestens 24 Stunden nach der in Absatz 1 genannten Information nimmt der Verwalter mit der in Artikel 8 genannten natürlichen oder juristischen Person, die von der Anlage betroffen ist, Kontakt auf.

§ 2 - Spätestens binnen 24 Stunden nach der erhaltenen Information stellt die in Artikel 8 betroffene juristische oder natürliche Person vor Ort und im Beisein des Verwalters die Position der entdeckten oder ungenau angegebenen Anlage fest, und trifft alle zweckdienlichen Maßnahmen, die sich aus der Lage ergeben.

Wenn sie nicht handelt, kann der Verwalter an ihre Stelle treten.

Der Verwalter, der Pilotkoordinator und der Inhaber der Genehmigung zur Durchführung der Baustelle werden informiert.

§ 3 - Wenn der Eigentümer der entdeckten Anlage nicht identifiziert werden kann, stellt der Verwalter binnen den 24 Stunden der in § 1 Absatz 2 vorgesehenen Frist vor Ort die Position der Anlage fest, und trifft alle für die Weiterführung der Arbeiten zweckdienlichen Maßnahmen, die sich aus der Lage ergeben.

Der Verwalter, der Pilotkoordinator und der Inhaber der Genehmigung zur Durchführung der Baustelle werden informiert.

§ 4 - Die von dem Verwalter, der an die Stelle der säumigen Person nach § 2 und § 3 treten muss, verursachten Kosten, werden bei Letzterer zurückgefordert.

§ 5 - Die in § 2 genannte natürliche oder juristische Person oder der in § 3 genannte Verwalter nimmt an der in Artikel 38 genannten Prüfungsversammlung teil.

#### KAPITEL III — *Verpflichtungen am Ende der Baustelle*

**Art. 35** - § 1 - Der Pilotkoordinator oder der Inhaber der Genehmigung zur Durchführung der Baustelle im in Artikel 17 genannten Fall erstellt einen abschließenden Ortsbefund.

Dieser abschließende Ortsbefund muss spätestens fünf Tage nach dem in Absatz 1 genannten Antrag erstellt werden, außer wenn die Parteien eine andere Vereinbarung treffen.

§ 2 - Kann dieser Ortsbefund aus Gründen, die auf die den Verwalter zurückzuführen sind, nicht erstellt werden, gilt, dass die Straße oder der Wasserlauf am Ende der Baustelle in ihren ursprünglichen Zustand wieder hergestellt worden sind.

§ 3 - Wenn der Pilotkoordinator oder der Inhaber der Genehmigung zur Durchführung der Baustelle im in Artikel 17 genannten Fall es versäumt, den § 1 einzuhalten, wird der abschließende Ortsbefund vom Verwalter allein gemacht, wobei jedoch gilt, dass er auf kontradiktorische Weise erstellt wurde.

Das Protokoll dieses abschließenden Ortsbefunds wird unverzüglich der säumigen Person zugeschickt.

**Art. 36** - § 1 - Wenn sich aus dem abschließenden Ortsbefund nach Art. 35 ergibt, dass die Straße oder der Wasserlauf nicht in ihren/seinen ursprünglichen Zustand wieder hergestellt worden ist, gibt der Verwalter an, welche Arbeiten auszuführen sind, und binnen welcher Frist.

§ 2. Auf seine Anfrage erstellt der Pilotkoordinator oder der Inhaber der Genehmigung zur Durchführung der Baustelle im in Artikel 17 genannten Fall im Beisein des Verwalters einen ergänzenden abschließenden Ortsbefund.

Dieser ergänzende Ortsbefund muss spätestens fünf Tage nach dem im vorigen Absatz genannten Antrag erstellt werden, außer wenn die Parteien eine andere Vereinbarung treffen.

§ 3 - Kann dieser ergänzende abschließende Ortsbefund aus Gründen, die auf die den Verwalter zurückzuführen sind, nicht erstellt werden, gilt, dass die Straße oder der Wasserlauf am Abschluss der ergänzenden Arbeiten in ihren/seinen ursprünglichen Zustand wieder hergestellt worden ist.

§ 4 - Wenn dieser ergänzende Ortsbefund nicht erstellt werden kann aus Gründen, die auf den Pilotkoordinator oder den Inhaber der Genehmigung zur Durchführung der Baustelle im in Artikel 17 genannten Fall zurückzuführen sind, wird er vom Verwalter allein erstellt, wobei er jedoch als kontradiktorisch gilt.

Das Protokoll dieses ergänzenden abschließenden Ortsbefunds wird unverzüglich dem Pilotkoordinator oder dem in Artikel 17 genannten Inhaber der Genehmigung zur Durchführung der Baustelle zugesandt.

§ 5 - Wenn der Pilotkoordinator oder der Inhaber der Genehmigung zur Durchführung der Baustelle im in Artikel 17 genannten Fall es versäumt, den § 1 einzuhalten, kann der Verwalter die ergänzenden Arbeiten an seiner Stelle und auf seine Kosten ausführen oder von Amts wegen ausführen lassen.

**Art. 37** - Binnen fünf Tagen nach der ordnungsgemäß festgestellten Wiederinstandsetzung der Straße oder des Wasserlaufs schickt der Verwalter dem Pilotkoordinator oder dem Inhaber der Genehmigung zur Durchführung der Baustelle im in Artikel 3 genannten Fall eine Erklärung über das Ende der Baustelle zu.

Der Verwalter schickt der Kommission und gegebenenfalls den anderen in Artikel 22 erwähnten Verwaltern eine Kopie dieser Erklärung zu.

**Art. 38** - § 1 - Vor der Wiederinstandsetzung der Straße oder des Wasserlaufs ruft der Pilotkoordinator alle Inhaber der Genehmigung zur Durchführung der Baustelle zu einer Prüfungsversammlung zusammen.

Wenn unter, auf oder über einer Straße oder einem Wasserlauf bereits eine Anlage vorhanden ist, lädt der Pilotkoordinator ebenfalls einerseits die in Art. 31 genannten natürlichen oder juristischen Personen und andererseits die anderen in Art. 8 genannten natürlichen oder juristischen Personen, die von einer bereits angegebenen Anlage betroffen sind, vor.

Während dieser Versammlung erstellt jeder einer einen Bestandsplan seiner Anlage.

§ 2 - Im in Artikel 17 genannten Fall und vor der Wiederinstandsetzung der Straße oder des Wasserlaufs erstellt der Inhaber der Genehmigung einen Bestandsplan seiner Anlage.

Wenn unter, auf oder über einer Straße oder einem Wasserlauf bereits eine Anlage vorhanden ist, lädt er einerseits die in Art. 34 genannten natürlichen oder juristischen Personen und andererseits die anderen in Art. 8 genannten betroffenen natürlichen oder juristischen Personen, zu einer Versammlung vor, die vor der Wiederinstandsetzung der Straße oder des Wasserlaufs stattzufinden hat, damit diese Personen die Bestandspläne ihrer Anlagen erstellen.

§ 3 - Wenn die Art der Baustelle voraussetzt, dass sie im Laufe ihrer Durchführung schrittweise geschlossen wird, erstellen die Inhaber der Genehmigung zur Durchführung der Baustelle den Bestandsplan ihrer Anlagen. Sie informieren den Pilotkoordinator im Voraus darüber.

Der § 1 Absatz 2 ist anwendbar.

§ 4 - Am Ende der Baustelle und spätestens binnen sechs Monaten nach dem endgültigen abschließenden Ortsbefund übermittelt jeder einer dem Verwalter einen Bestandsplan der Anlagen, den er in das in Artikel 1 genannte Informationsaustauschsystem einführt.

Die Kommission stellt eine Bescheinigung aus, in der bestätigt wird, dass der Bestandsplan in das System eingeführt worden ist.

§ 5 - Die Regierung bestimmt die Form und den Inhalt des Bestandsplans.

§ 6 - Die Einführung des Bestandsplans in das Informationsaustauschsystem löst die Freigabe der für die Bedürfnisse der Baustelle eventuell gebildeten Bürgschaft aus.

Zu diesem Zweck übermitteln die in § 1 Absatz 3 und in § 2 genannten Personen gegebenenfalls dem Verwalter die von der Kommission ausgestellte Bescheinigung.

#### KAPITEL V — *Unterbrechung der Baustelle*

**Art. 39** - Der Inhaber der Genehmigung zur Durchführung der Baustelle gilt als säumig, wenn er die Durchführung der Baustelle während mehr als zwanzig Tagen ohne berechtigte Gründe unterbricht.

**Art. 40** - Der Verwalter fordert den säumigen Inhaber der Genehmigung zur Durchführung der Baustelle auf, seine Verpflichtungen einzuhalten.

Wenn der Inhaber der Genehmigung zur Durchführung der Baustelle die Arbeiten binnen fünf Tagen ab dem Eingang dieser Aufforderung nicht wieder anfängt (es sei denn, es liegen berechtigte Gründe vor), ist der Verwalter dazu befugt, von Amts wegen alle zweckdienlichen Maßnahmen auf Kosten und Risiko des säumigen Inhabers der Genehmigung zu treffen.

#### KAPITEL VI — *Maßnahmen von Amts wegen*

**Art. 41** - Der Beschluss des Verwalters, in Anwendung von Artikel 31 § 2 Artikel 34 § 2 und § 3, Artikel 36 § 4 und § 5 und Artikel 40 Maßnahmen von Amts wegen zu treffen, wird dem Inhaber der Genehmigung zur Durchführung der Baustelle sowie der Kommission und gegebenenfalls den anderen in Artikel 18 erwähnten Verwaltern mitgeteilt.

Ab dem Tag des Eingangs des Beschlusses des Verwalters, Maßnahmen von Amts wegen zu treffen, darf der Inhaber der Genehmigung zur Durchführung der Baustelle keine Handlungen auf der Baustelle mehr durchführen.

**Art. 42** - Der Betrag der Ausgaben, die sich aus der Anwendung der Maßnahmen von Amts wegen ergeben, und der am Fälligkeitsdatum noch unbezahlt ist, wird vom zuständigen Verwalter von Amts wegen von der Bürgschaft auf den ersten Antrag abgerechnet oder wird von ihm mittels aller rechtlichen Mittel beigetrieben.

#### TITEL IV — *Information*

**Art. 43** - Die Regierung schafft ein Informationsaustauschsystem, das mindestens den Zugang zu folgenden Informationen ermöglicht:

1° die Angaben zu den in Art. 8 genannten natürlichen oder juristischen Personen, die sich gemeldet haben, oder der Kontaktperson, die sie angegeben haben, sowie die Angaben zu den Pilotkoordinatoren für jede Baustelle;

2° die Baustellenplanungen nach Artikel 11;

3° die in Artikel 23 genannten Genehmigungen zur Durchführung der Baustelle und ggf. ihre Verlängerung oder Verfall;

4° die Erklärungen über das Ende der Baustelle nach Artikel 37;

5° die ausgestellten Bescheinigungen in Zusammenhang mit den Bestandsplänen nach Artikel 38;

6° die Maßnahmen von Amts wegen nach Artikel 41;

7° die sonstigen Informationen betreffend die Nutzung des Bodens und des Untergrunds.

**Art. 44** - Die nachstehend genannten Personen haben nach von der Regierung festzulegenden Modalitäten Zugang zu den ganzen oder einem Teil der in Artikel 43 erwähnten und zur Verfügung gestellten Informationen:

1° die Verwalter;



- 2° die in Artikel 8 genannten natürlichen oder juristischen Personen, die sich gemeldet haben;
  - 3° die Bauunternehmen;
  - 4° die Bauleiter;
  - 5° die Bauherren;
  - 6° die mit der Notfallplanung und Krisenkoordination beauftragten Behörden.
- Der Umfang des Zugangs hängt von der Eigenschaft der im vorigen Absatz genannten Person ab.

#### TITEL V — Strafmaßnahmen

##### KAPITEL I — Ermittlung und Feststellung der Verstöße

**Art. 45 - § 1** - Die zu diesem Zweck von der Regierung benannten Beamten und Bediensteten der Wallonischen Region sind zur Ermittlung und Feststellung der Verstöße gegen vorliegendes Dekret befugt.

Die in Absatz 1 genannten Beamten und Bediensteten haben die Eigenschaft eines Gerichtspolizeibediensteten oder -offiziers und müssen gemäß den geltenden Gesetzen und Regelungen den Eid ablegen.

§ 2 - Unbeschadet der Verpflichtungen, die den Gerichtspolizeioffizieren obliegen, haben die in § 1 genannten Beamten und Bediensteten Zugang zur Baustelle, um alle nützlichen Ermittlungen und Feststellungen zu machen. Sie können sich alle Auskünfte, die sie als nützlich erachten, mitteilen lassen.

§ 3 - Im Falle eines Verstoßes gegen vorliegendes Dekret können die in § 1 genannten Beamten und Bediensteten 1° dem Zuwiderhandelnden mittels einer per Sendung übermittelten Aufforderung eine Frist auferlegen, um dem festgestellten Verstoß ein Ende zu setzen. Der Beamte oder Bedienstete informiert die Kommission und den Verwalter darüber.

Am Ende dieser Frist kann der Beamte oder Bedienstete eine Baustelle versiegeln; er erstellt einen Bericht, den er binnen fünf Tagen dem Zuwiderhandelnden und der Kommission per Sendung übermittelt;

2° ein Protokoll aufnehmen. Dieses Protokoll wird unter Gefahr der Nichtigkeit binnen fünf Tagen ab dem Tag, wo es aufgenommen worden ist, oder ab dem Ablauf der unter 1° erwähnten Frist dem Zuwiderhandelnden per Sendung zugestellt.

##### KAPITEL II — Verstöße und administrative Geldbußen

**Art. 46 - § 1** - Mit einer Geldstrafe von 2,5 Euro bis 7.500 Euro werden diejenigen belegt, die:

- 1° Arbeiten ausführen, ohne über eine vorherige Genehmigung zur Durchführung der Baustelle zu verfügen, wenn diese erforderlich ist;
- 2° Arbeiten nach dem Verfall der vorherigen Genehmigung zur Durchführung der Baustelle fortsetzen;
- 3° Arbeiten, die ohne eine vorherige Genehmigung zur Durchführung der Baustelle, oder nach dem Verfall der vorherigen Genehmigung zur Durchführung der Baustelle durchgeführt worden sind, aufrechterhalten;
- 4° den Bestandsplan betreffend die ausgeführten Arbeiten dem Verwalter nicht mitteilen, oder nicht in die Datenbank gemäß Artikel 38 einführen;
- 5° in irgendeiner Weise gegen die vorherige Genehmigung zur Durchführung der Baustelle verstoßen;
- 6° gegen Artikel 34 verstoßen, weil sie die Position der ungenau angegebenen oder entdeckten Anlage vor Ort nicht feststellen, und nicht alle zweckdienlichen Maßnahmen treffen;
- 7° die Informationen, über die sie verfügen, nicht kraft Artikel 14, § 2 mitteilen.

§ 2 - Werden mehrere Verstöße nach § 1 begangen, so werden die Beträge der Geldstrafen zusammengerechnet, wobei der Gesamtbetrag jedoch nicht das Doppelte der in § 1 genannten Geldstrafe überschreiten kann.

**Art. 47 - § 1** - Der Zuwiderhandelnde kann mit einer administrativen Geldbuße belegt werden, deren Betrag 7.500 Euro nicht überschreiten darf.

Zwecks der Einziehung der administrativen Geldbußen bezeichnet jeder Verwalter einen Beauftragten, der nicht einer der in Artikel 45 § 1 genannten Bediensteten oder Beamten sein darf.

§ 2 - Die gegen die in Art. 46 § 1 erwähnten Bestimmungen festgestellten Verstöße werden durch administrative Geldbußen verfolgt, es sei denn, die Staatsanwaltschaft erachtet es unter Berücksichtigung der Schwere des Verstoßes als angebracht, Strafverfolgungen einzuleiten.

Die Strafverfolgungen schließen die Anwendung einer administrativen Geldbuße aus, auch wenn eine Freisprechung diese abschließt.

§ 3 - Ein Exemplar des Protokolls, in dem der Verstoß festgestellt wird, wird dem Verwalter übermittelt.

Die Staatsanwaltschaft verfügt über eine Frist von zwei Monaten ab dem Tag des Erhalts des Protokolls, um dem Verwalter ihren Beschluss bezüglich der Einleitung oder Unterlassung einer Strafverfolgung zuzustellen.

§ 4 - Falls die Staatsanwaltschaft auf die Strafverfolgung verzichtet oder die Zustellung ihres Beschlusses innerhalb der festgelegten Frist versäumt, beschließt der Beauftragte, ob die Auferlegung einer administrativen Geldbuße wegen des Verstoßes angebracht ist, nachdem er dem Zuwiderhandelnden binnen fünfzehn Tagen nach dem Eingang der ihm zugesandten Aufforderung die Möglichkeit zur schriftlichen Vorbringung seiner Verteidigungsgründe gegeben hat.

In dem begründeten Beschluss des Beauftragten wird der Betrag der administrativen Geldbuße bestimmt. Dieser Beschluss wird gleichzeitig mit einer Aufforderung zur Zahlung der Buße innerhalb eines Monats ab dem Eingang des Beschlusses dem Zuwiderhandelnden per Sendung zugestellt.

Die Zustellung durch den Beauftragten setzt der Strafverfolgung ein Ende.

Der Verwalter oder sein Beauftragter informiert die Kommission über die Zahlung der Buße.

§ 5 - Fünf Jahre nach dem Tatbestand, der für einen Verstoß grundlegend ist, kann die Verwaltungsverfügung, durch welche die Ordnungsstrafe auferlegt wird, nicht mehr erlassen werden.

Die in § 4 Absatz 1 erwähnte, binnen der in diesem Absatz bestimmten Frist übermittelte Aufforderung an den Zuwiderhandelnden, seine Verteidigungsgründe vorzubringen, unterbricht den Verlauf der Verjährung. Hierdurch entsteht eine neue Frist mit derselben Dauer.

§ 6 - Der Zuwiderhandelnde, der den Beschluss des Verwalters anfecht, legt bei Strafe von Verfall innerhalb einer Frist von zwei Monaten ab der Zustellung des Beschlusses durch eine Bittschrift einen Einspruch beim Gericht erster Instanz ein. Dieser Einspruch setzt die Umsetzung des Beschlusses aus.

Die Bestimmung des vorhergehenden Absatzes wird in dem Beschluss, in dem die Ordnungsstrafe auferlegt wird, angegeben.

**Art. 48** - Wird die administrative Geldbuße binnen eines Monats ab dem Beschluss des Verwalters oder ab dem rechtskräftigen Beschluss des Gerichts erster Instanz nicht gezahlt, kann der Verwalter von Rechts wegen ihren Betrag von der in Artikel 22 § 1 genannten Bürgschaft abziehen, ohne weitere Formalität als die Benachrichtigung des Zuwiderhandelnden nach den von der Regierung festgelegten Modalitäten.

**TITEL VI — Aufhebende und vorübergehende Bestimmungen**

**Art. 49** - Die folgenden Bestimmungen werden außer Kraft gesetzt:

1° Artikel 129 § 3 Artikel 154 Absatz 1 7°, und Artikel 158 Absatz 1 4° des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe;

2° Artikel 1, Absatz 5 des Gesetzes vom 17. Januar 1938 zur Regelung der Benutzung der öffentlichen Güter des Staates, der Provinzen und der Gemeinden durch die öffentlichen Behörden, die Gemeindevereinigungen und die Konzessionäre von öffentlichen Diensten oder Diensten öffentlicher Nutzbarkeit für die Einrichtung und den Unterhalt von Leitungen und insbesondere von Wasser- und Gasleitungen vorgesehenen Modalitäten;

3° Artikel 19 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts;

4° Artikel 19 des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts.

**Art. 50** - In Artikel 11 und in Artikel 12 des Gesetzes vom 28. Dezember 1967 über die nichtschiffbaren Wasserläufe wird ein § 2 mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«§ 2 - Wenn diese Arbeiten zwecks deren Durchführung eine Genehmigung zur Durchführung der Baustelle nach Artikel 23 des Dekrets vom 30. April 2009 über die Information, Koordination und Organisation der Baustellen unter, auf oder über Straßen oder Wasserläufen benötigen, können diese Arbeiten nicht durchgeführt werden, solange ihr Inhaber nicht über die Genehmigung zur Durchführung der Baustelle verfügt, außer in den in diesem Dekret vorgesehenen Ausnahmefällen.»

In Artikel 14 desselben Gesetzes wird ein § 3 mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«§ 3 - Wenn die in § 1 und § 2 genannten Arbeiten zwecks deren Durchführung eine Genehmigung zur Durchführung der Baustelle nach Artikel 1 des Dekrets vom 2. April 23 über die Information, Koordination und Organisation der Baustellen unter, auf oder über Straßen oder Wasserläufen benötigen, können diese Arbeiten nicht durchgeführt werden, solange ihr Inhaber nicht über die Genehmigung zur Durchführung der Baustelle verfügt, außer in den in diesem Dekret vorgesehenen Ausnahmefällen.»

**Art. 51** - Vorliegendes Dekret findet keine Anwendung auf Notifizierungen im Bereich des Straßennetzes, vorherige Anmeldungen von Arbeiten, Anträge auf Straßenbaugenehmigungen, die vor dem Inkrafttreten vorliegenden Dekrets in Ausführung folgender Bestimmungen eingereicht worden sind:

1° Artikel 129 § 3 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe;

2° Artikel 12 und 14 des Gesetzes vom 28. Dezember 1967 über die nichtschiffbaren Wasserläufe;

3° Artikel 1 Absatz 4 und 5 des Gesetzes vom 17. Januar 1938 zur Regelung der Benutzung der öffentlichen Güter des Staates, der Provinzen und der Gemeinden durch die öffentlichen Behörden, die Gemeindevereinigungen und die Konzessionäre von öffentlichen Diensten oder Diensten öffentlicher Nutzbarkeit für die Einrichtung und den Unterhalt von Leitungen und insbesondere von Wasser- und Gasleitungen vorgesehenen Modalitäten;

4° Artikel 19 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts;

5° Artikel 19 des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts.

**Art. 52** - Das vorliegende Dekret tritt spätestens am 1. Januar 2011 in Kraft.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 30. April 2009

Der Minister-Präsident,  
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,  
A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und der Ausrüstung,  
M. DAERDEN

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,  
Ph. COURARD

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung, des Außenhandels und des Erbes,  
J.-C. MARCOURT

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,  
Frau M.-D. SIMONET

Der Minister der Ausbildung,  
M. TARABELLA

Der Minister der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit,  
D. DONFUT

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
B. LUTGEN

—  
Fußnote

(1) Sitzung 2008-2009

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 913 (2008-2009) Nrn. 1 bis 6  
Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 29. April 2009  
Diskussion - Abstimmung.

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 2153

[2009/202577]

**30 APRIL 2009. — Decreet betreffende de informatie, de coördinatie en de organisatie van de werven onder, op of boven de wegen of waterlopen (1)**

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**TITEL I. — Algemeen****HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen**

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit decreet dient te worden verstaan onder :

1° "werf" : ieder geïsoleerd werk of elk geheel van werken die uitgevoerd worden onder, op of boven de weg of een waterloop of de plaats van hun uitvoering;

2° "opdrachtgever" : de natuurlijke of rechtspersoon, die de grond of de ondergrond van de weg of van de waterloop gebruikt en die het initiatief tot werken onder, op of boven de weg of een waterloop neemt en die deze werken uitvoert of laat uitvoeren;

3° "bouwheer" : de natuurlijke of rechtspersoon die voor het onderzoek, het ontwerpen of de leiding van de uitvoering van de werken onder, op of boven een weg of een waterloop zorgt;

4° "weg" : de openbare landweg, met inbegrip van welke die in het openbaar domein opgenomen moet worden, samengesteld uit iedere plaats of iedere weg bestemd voor openbaar verkeer, met welke verplaatsingsmodus dan ook, net als de aanhorigheden en de boven- en ondergrondse ruimtes ervan;

5° "waterloop" : een waterweg of een kanaal of een onbevaarbare waterloop en de aanhorigheden ervan;

6° "beheerder" : de openbare overheid waaronder de weg of de waterloop ressorteert, waaronder, waarop of waarboven de werken worden uitgevoerd;

7° "leidende en coördinerende persoon" : de natuurlijke of rechtspersoon aangewezen krachtens artikel 15, belast met de coördinatie, de uitvoering en de indiening van een dossier betreffende de aanvraag om machtiging tot uitvoering van een werf alsmede de organisatie van de uitvoering van een werf wanneer verschillende natuurlijke of rechtspersonen bedoeld in artikel 8 van mening zijn een werf uit te voeren op dezelfde plaats;

8° "zending" : elke wijze van verzending en ontvangst waarbij een vaststaande datum aan de zending en aan de ontvangst ervan wordt verleend, ongeacht de gebruikte dienst van verzending van de post;

9° "vergelijkingsplan" : het plan bedoeld in artikel 35 waarin de installaties gelegen onder, op of boven de weg of de waterloop worden vermeld;

10° "systeem voor informatie-uitwisseling" : systeem dat de verzameling en de verspreiding van informatie nodig voor de uitvoering van dit decreet mogelijk maakt;

11° "begunstigde van de machtiging tot uitvoering van een werf" : natuurlijke of rechtspersoon die werken wil uitvoeren en die alleen of via een leidende en coördinerende persoon een aanvraag heeft ingediend en die een machtiging tot uitvoering van een werf heeft gekregen overeenkomstig de procedure bedoeld in hoofdstuk IV van Titel II;

12° "goede praktijkcode" : goede praktijkcode voor de voorkoming van schade aan de ondergrondse installaties ter gelegenheid van werken uitgevoerd bij die installaties, bijlage A-5 van het modelbestek van het Waalse Gewest inzake wegwerken RW99.

**HOOFDSTUK II. — De Commissie****Afdeling 1. — De Commissie**

**Art. 2.** Er wordt een Commissie voor de coördinatie van de werven opgericht, hierna de "Commissie" genoemd, die de volgende opdrachten heeft :

1° op initiatief of verzoek van ofwel de Regering, ofwel een beheerder, ofwel de natuurlijke of rechtspersonen bedoeld in artikel 8 die zich hebben doen kennen, opmerkingen formuleren, suggesties doen of algemene richtlijnen voorstellen met betrekking tot de informatie, de coördinatie en de organisatie van de werven op de wegen en waterlopen;

2° het in artikel 7 bedoelde technisch comité controleren;

3° de zendingen bedoeld in de artikelen 8, 11, 23, 37 en 47 in ontvangst nemen;

4° de machtigingen afgeven voor de toegang tot het systeem voor informatie-uitwisseling bedoeld in artikel 43 en de beveiliging ervan controleren;

5° de contacten met de Staat en de andere deelgebieden verzekeren in het kader van de toepassing van dit decreet.

**Art. 3.** De Commissie bestaat uit :

1° één vertegenwoordiger van de Minister-President van de Waalse Regering;

2° één vertegenwoordiger van de Minister bevoegd voor de Openbare Werken;

3° één vertegenwoordiger van de Minister bevoegd voor het toezicht op de Plaatselijke Besturen;

4° één vertegenwoordiger van de Minister bevoegd voor de Gesubsidieerde werken;

5° één vertegenwoordiger van de Minister bevoegd voor Ruimtelijke Ordening;

6° één vertegenwoordiger van de Minister bevoegd voor Leefmilieu;

7° één vertegenwoordiger van de Minister bevoegd voor Cartografie;

8° één vertegenwoordiger van de Minister bevoegd voor Energie;

9° vijf vertegenwoordigers van de beheerders;

10° acht vertegenwoordigers van de beheerders van communicatienetwerken, van vervoer, distributie en inzameling van vloeistoffen en energie;

11° twee vertegenwoordigers van de actoren voor economische ontwikkeling die de uitvoering van nieuwe economische activiteiten, hun omschakeling of hun uitbreiding als maatschappelijk doel hebben;

12° drie vertegenwoordigers van de aannemers;

13° twee leden van het technisch comité bedoeld in artikel 7.

**Art. 4.** Op de voordracht van de Ministers en instellingen bedoeld in artikel 8 benoemt de Regering de gewone en plaatsvervangende leden van de Commissie, die gehouden zijn tot een verplichting tot vertrouwelijkheid.

De benoeming van een lid van de Commissie eindigt in geval van vernieuwing van de Commissie of in geval van verlies van de hoedanigheid op grond waarvan het lid benoemd is.

Als een mandaat vacant is, wordt het plaatsvervangend lid gewoon lid.

Het plaatsvervangend lid wordt uiterlijk binnen twee maanden na de vacature vervangen.

**Art. 5.** De Commissie wordt voorgezeten door de vertegenwoordiger van de Minister bevoegd voor het toezicht op de Plaatselijke Besturen.

Ze vergadert telkens als ze het nodig acht of op verzoek van minstens de helft van haar leden en minimum vier keer per jaar na schriftelijke oproeping van de voorzitter gericht minstens vijf dagen vóór de vergaderingsdatum.

**Art. 6.** De Commissie stelt haar huishoudelijk reglement vast op grond van de algemene beginselen die eerst bepaald zijn door de Regering.

Het huishoudelijk reglement wordt door de Regering goedgekeurd.

#### *Afdeling 2. — Het technisch comité*

**Art. 7.** De Regering wordt ertoe gemachtigd om een technisch comité op te richten, dat belast is met de volgende opdrachten :

1° per gemeente de lijst opmaken van de natuurlijke of rechtspersonen bedoeld in artikel 8 die zich hebben doen kennen, alsmede de lijst van de door laatstgenoemden aangeduide eventuele contactpersonen, de lijst van de leidende en coördinerende personen voor elke werf alsmede de programmering van hun projecten bedoeld in artikel 11;

2° gegevens betreffende de informatie over de werven en met name hun programmering, de machtigingen tot uitvoering en de maatregelen van ambtswege verzamelen en bijwerken in het in artikel 43 bedoelde systeem voor informatie-uitwisseling;

3° de indiening van de informatie betreffende de bezetting van de weg en van de waterlopen, de in artikel 38 bedoelde vergelijkingsplannen controleren en de desbetreffende attesten afgeven;

4° de raadpleging van de gegevens door de beheerders, de natuurlijke of rechtspersonen bedoeld in artikel 8 die zich hebben doen kennen, de opdrachtgevers, de aannemers van werken en de bouwheren die een belang aantonen, controleren en overgaan tot de materiële beveiligingshandelingen van het systeem voor informatie-uitwisseling;

5° het secretariaat van de Commissie waarnemen, zorgen voor de opvolging van haar werken en haar verslag uitbrengen over zijn activiteiten.

De Regering kan andere opdrachten toevertrouwen aan het technisch comité.

### **TITEL II. — Aan de uitvoering van een werf voorafgaande verplichtingen**

#### **HOOFDSTUK I. — Verplichting om zich te doen kennen**

**Art. 8.** De volgende natuurlijke of rechtspersonen zijn verplicht om zich binnen honderd twintig dagen na de inwerkingtreding van dit decreet bij de Commissie te doen kennen :

1° de exploitanten van telecommunicatienetwerken;

2° de radio-teledistributieoperators;

3° de energievervoerders en -verdelers;

4° de vervoerders, de verdelers en de ophalers van vloeistoffen;

5° de beheerders alsmede de rechtspersonen die van hen afhangen en die beschikken over het recht om de weg of de waterlopen te gebruiken om er werven uit te voeren;

6° degenen die beschikken over het recht om de weg of de waterlopen te gebruiken om er werven uit te voeren;

Elke natuurlijke of rechtspersoon bedoeld in het eerste lid is verplicht om zich te doen kennen binnen honderd twintig dagen na de datum waarop hij het recht krijgt om de weg of de waterlopen te gebruiken om er werven uit te voeren;

De Regering bepaalt de wijze waarop de natuurlijke of rechtspersonen bepaald in de vorige leden zich doen kennen bij de Commissie alsmede de informatie die hun moeten worden gestuurd.

**Art. 9.** De in artikel 8 bedoelde natuurlijke of rechtspersonen die zich niet hebben doen kennen, mogen geen werf uitvoeren binnen drie jaar volgend op hun te laat ingediende verklaring.

De Regering kan de wettelijke redenen bepalen waarvoor kan worden afgeweken van het vorige lid.

#### **HOOFDSTUK II. — De programmering van de werven**

**Art. 10.** De in artikel 8 bedoelde natuurlijke of rechtspersonen bepalen de programmering van hun werven alvorens ze te coördineren.

De Regering maakt de lijst op van de werven en van de soorten werken die ervan vrijgesteld zijn te worden vermeld in de programmering wegens met name de dringende noodzakelijkheid, een beslissing van de gerechtelijke overheden die niet meer vatbaar is voor een beroep of wegens hun beperkt belang.

**Art. 11.** Geleidelijk en minstens 30 juni en 31 december van elk jaar sturen de natuurlijke of rechtspersonen bedoeld in artikel 8 de Commissie minstens de jaarlijkse programmering van hun werfprojecten rekening houdende met hun eigen verplichtingen.

De Regering bepaalt de vorm en de inhoud van die programmering.

#### **HOOFDSTUK III. — De coördinatie van de werven**

##### *Afdeling 1. — Algemeen*

**Art. 12.** De in artikel 8 bedoelde natuurlijke of rechtspersonen coördineren hun werf door met name de orde van uitvoering van de werken, de opening en de sluiting van de werf gezamenlijk te bepalen.

De Regering maakt de lijst op van de werven en van de soorten werken die vrijgesteld zijn van coördinatie wegens met name het soort werven, de dringende noodzakelijkheid, een beslissing van de gerechtelijke overheden die niet meer vatbaar is voor een beroep, een ingebrekestelling van de Europese Commissie wanneer de coördinatieprocedure de uitvoering van de werken binnen de door het Europees recht voorgeschreven termijn onmogelijk maakt, of wegens hun beperkt belang.

**Art. 13. § 1.** Behoudens behoorlijk gemotiveerde afwijking van de beheerder mag geen werf onderworpen aan een coördinatie gedurende een termijn van twee jaar uitgevoerd worden onder, op of boven het gedeelte van de weg of van een waterloop waar een gecoördineerde werf uitgevoerd is.

De in het eerste lid bedoelde termijn van twee jaar begint te lopen op de datum van de in artikel 37 bedoelde verklaring van einde van werf.

§ 2. Het verbod is niet van toepassing op de in artikel 8, tweede lid, bedoelde natuurlijke of rechtspersonen die juist het recht hebben gekregen om de weg of de waterloop te gebruiken, voor elke werf geprogrammeerd of gecoördineerd op het moment waarop ze niet in staat waren om hun tussenkomst te melden, indien ze het recht tot gebruik van de weg of de waterloop niet hebben gekregen.

#### *Afdeling 2. — Procedure*

##### *Onderafdeling 1. — Coördinatieaanvraag*

**Art. 14. § 1.** De in artikel 8 bedoelde natuurlijke of rechtspersoon die een werf wil uitvoeren, hierna de coördinatieaanvrager genoemd, stuurt een coördinatieaanvraag aan de andere natuurlijke of rechtspersonen bedoeld in artikel 8, eerste lid, die zich hebben doen kennen, voor de omtrek betrokken bij de werf zoals bepaald door de Regering.

De Regering bepaalt bovendien de inhoud van die aanvraag en kan er de vorm van bepalen.

§ 2. De in artikel 8 bedoelde natuurlijke of rechtspersonen die de coördinatieaanvraag hebben gekregen, beschikken over een termijn van tien dagen na ontvangst van de in § 1 bedoelde aanvraag om ze behoorlijk ingevuld terug te sturen, samen met de informatie over de installaties die in de bij de werf betrokken omtrek bestaan.

De vervalddag is inbegrepen in de in het eerste lid bedoelde termijn. Wanneer die dag een zaterdag, een zondag of een verlofdag is, kan de vervalddag evenwel uitgesteld worden tot de volgende werkdag.

§ 3. Bij gebrek aan antwoord binnen de bovenvermelde termijn worden de in § 1 bedoelde natuurlijke of rechtspersonen geacht geen werf onderworpen aan coördinatie uit te voeren tijdens de in artikel 13, § 1, bedoelde termijn.

##### *Onderafdeling 2. — Aanwijzing van de leidende en coördinerende persoon*

**Art. 15. § 1.** De aanvrager van de coördinatie roept de natuurlijke en rechtspersonen die hun belang hebben aangetoond alsmede de beheerder(s) als ze niet deel uitmaken van die personen, voor een coördinatievergadering op. Ze wordt binnen tien dagen na het verstrijken van de in artikel 14, § 2, bedoelde termijn gehouden.

De vervalddag is inbegrepen in de in het eerste lid bedoelde termijn. Wanneer die dag een zaterdag, een zondag of een verlofdag is, kan de vervalddag evenwel uitgesteld worden tot de volgende werkdag.

De Regering bepaalt de inhoud van de oproeping die met name een aanvraag om planmededeling omvat. Ze kan de vorm van de oproeping bepalen.

§ 2. Tijdens die vergadering wordt er met name in voorzien :

- de door de verschillende interveniënten geplande werken en hun orde van uitvoering voor te stellen;
- voor de opening en de sluiting van de werven te zorgen;
- de plannen uit te wisselen;
- een overeenkomst op te maken, die alle deelnemers en de leidende en coördinerende persoon verbindt;
- de termijnen en de procedure die nageleefd moet worden voor de verschillende stappen voor de indiening van de aanvraag om machtiging tot uitvoering van een werf te bepalen;
- in voorkomend geval, de termijn voor de indiening de aanvraag om machtiging tot uitvoering van een werf te bepalen.

§ 3. Tijdens die vergadering wordt een leidende en coördinerende persoon, die niet de bij de werf betrokken beheerder mag zijn, in onderlinge samenspraak door de aanwezige personen aangewezen. Hij handelt in hun naam.

Bij gebrek aan overeenstemming wordt de natuurlijke of rechtspersoon onder die bedoeld in § 1, met uitzondering van de betrokken beheerder, waarvan de werf over een langere periode wordt gepland, aangewezen als leidende en coördinerende persoon.

§ 4. Wanneer de werf één of meer werken onderworpen aan de artikelen L3341-2 en volgende van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie omvat, kan de plenaire voortonwerpvergadering bedoeld in artikel L3341-9 van hetzelfde wetboek op hetzelfde moment als de in § 1 bedoelde coördinatievergadering worden gehouden.

#### *HOOFDSTUK IV. — De machtiging tot uitvoering van een werf*

##### *Afdeling 1. — Uitvoering van het dossier betreffende de aanvraag om machtiging tot uitvoering van een werf*

##### *Onderafdeling 1. — Uitvoering van het gezamenlijke dossier betreffende de aanvraag om machtiging tot uitvoering van een werf*

**Art. 16. § 1.** De leidende en coördinerende persoon maakt een proces-verbaal op van de coördinatievergadering, dat binnen zeven dagen na de vergadering aan het geheel van de aanwezige of opgeroepen partijen wordt gestuurd.

De Regering bepaalt de inhoud van het proces-verbaal.

§ 2. De op de coördinatievergadering aanwezige of opgeroepen personen sturen hun aangevraagde overeenstemming, opmerkingen of inlichtingen binnen zeven dagen na ontvangst van het in § 1 bedoelde proces-verbaal.

§ 3. Uiterlijk binnen veertig dagen na zijn aanwijzing stuurt de leidende en coördinerende persoon alle personen die een werf hebben willen uitvoeren, met uitzondering van de beheerder bij wie hij de aanvraag moet indienen, het gezamenlijke afgewerkte dossier betreffende de aanvraag om machtiging tot uitvoering van een werf dat verwijst naar de voorschriften van de goede praktijkcode en dat overeenkomstig die code wordt opgemaakt.

De Regering bepaalt de vorm en de inhoud van het gezamenlijke dossier betreffende de aanvraag tot uitvoering van een werf, dat minstens de volgende gegevens omvat :

- 1° de ligging van de werf;
- 2° het wegterrein van de werf en in het bijzonder een bovenaanzicht van de geplande werken;
- 3° een omschrijvingsnota waarin de aard van de installaties, de uit te voeren werken, de geplande ontmanteling van de bestaande afgedankte installaties en de voor de uitvoering van de werken voorgestelde technieken worden opgegeven;
- 4° de duur en de geplande uitvoeringsperiode van de werf;

5° de eventuele uitvoeringsfasen van de werken met bepaling van de aanvang van elke fase.

§ 4. De ontvangers van het gezamenlijke dossier betreffende de aanvraag om machtiging tot uitvoering van een werf beschikken over vijf dagen na ontvangst van het dossier om hun relevante opmerkingen te sturen aan de leidende en coördinerende persoon die ze opneemt.

§ 5. De termijnen bedoeld in de §§ 1 tot 4 zijn van toepassing bij gebrek aan overeenstemming van de partijen over andere termijnen.

De termijn bedoeld in § 3 wordt verhoogd met vijftien dagen wanneer ze begint of vervalt gedurende de maanden juli en augustus.

#### Onderafdeling 2. — Uitvoering van het vereenvoudigde dossier betreffende de aanvraag om machtiging tot uitvoering van een werf

**Art. 17.** Wanneer de coördinatieaanvrager geen antwoord ontvangt of slechts negatieve antwoorden ontvangt op de in artikel 14 bedoelde coördinatieaanvraag of wanneer de werf niet onderworpen is aan coördinatie, maakt de coördinatieaanvrager of de opdrachtgever een vereenvoudigd dossier op over de aanvraag om machtiging tot uitvoering van een werf dat verwijst naar de voorschriften van de goede praktijkcode en dat overeenkomstig die voorschriften uitgevoerd wordt.

De Regering bepaalt de vorm en de inhoud van het vereenvoudigde dossier betreffende de aanvraag om machtiging tot uitvoering van een werf alsmede de modaliteiten betreffende zijn behandeling en de kennisgeving van de in artikel 23 bedoelde beslissing. Het vereenvoudigde dossier omvat minstens de volgende informatie :

- 1° de ligging van de werf;
- 2° het wegterrein van de werf en in het bijzonder een bovenaanzicht van de geplande werken;
- 3° een omschrijvingsnota waarin de aard van de installaties, de uit te voeren werken, de geplande ontmanteling van de bestaande afgedankte installaties en de voor de uitvoering van de werken voorgestelde technieken;
- 4° de duur en de geplande uitvoeringsperiode van de werf;
- 5° de eventuele uitvoeringsfasen van de werken met bepaling van de aanvang van elke fase.

#### Onderafdeling 3. — Vrijstellingen

**Art. 18.** Wanneer de in artikel 14, § 1, bedoelde coördinatieaanvrager de bij de werf betrokken beheerder is en wanneer hij slechts negatieve antwoorden ontvangt of binnen de termijn geen antwoord ontvangt op de in artikel 14, § 1, bedoelde coördinatieaanvraag of wanneer de werf van die beheerder niet onderworpen is aan coördinatie, wordt hij vrijgesteld van de aanvraag om machtiging tot uitvoering.

**Art. 19.** De Regering bepaalt de lijst van de werven en van de soorten werven die vrijgesteld zijn van de machtiging tot uitvoering van een werf wegens met name de dringende noodzakelijkheid, een beslissing van de gerechtelijke overheden die niet meer vatbaar is voor een beroep, een ingebrekestelling van de Europese Commissie wanneer de machtigingsprocedure de uitvoering van de werken binnen de door het Europees recht voorgeschreven termijn onmogelijk maakt, of wegens hun beperkt belang.

#### Afdeling 2. — Indiening en behandeling van de aanvraag

**Art. 20.** De leidende en coördinerende persoon stuurt de bevoegde beheerder het gezamenlijke dossier betreffende de aanvraag om machtiging tot uitvoering van een werf bedoeld in artikel 16 uiterlijk binnen zeven dagen na het verstrijken van de termijnen bedoeld in artikel 16, § 4.

In het geval van artikel 17, eerste lid, stuurt de coördinatieaanvrager of de opdrachtgever een vereenvoudigd dossier over de uitvoering van een werf aan de bevoegde beheerder.

**Art. 21.** Binnen tien dagen na ontvangst van de in artikel 20, eerste lid, bedoelde zending en als het dossier onvolledig is, stuurt de beheerder de leidende en coördinerende persoon een lijst van de ontbrekende stukken en bepaalt hij dat de procedure na ontvangst ervan wordt voortgezet.

Binnen dezelfde termijn en als de aanvraag volledig is, richt de beheerder een bericht van ontvangst en verzoekt hij, in voorkomend geval, om het advies van de andere betrokken beheerders bedoeld in artikel 22.

**Art. 22. § 1.** Wanneer de bij de werken betrokken werf gelegen is op twee of verschillende wegen of waterlopen die van verschillende beheerders afhangen, is de in artikel 20 bedoelde beheerder de beheerder van de weg of van de waterloop waarop het wegterrein van de werf het belangrijkste is.

Om het belangrijkste wegterrein van de werf te bepalen, wordt de lengte van de gedeelten van de wegen of van de waterlopen waarop de werf uitgevoerd moet worden, in aanmerking genomen.

§ 2. Binnen zeven dagen na ontvangst van het volledige dossier richt hij de andere betrokken beheerders een afschrift van de aanvraag. Laatstgenoemden sturen hun opmerkingen en adviezen binnen een termijn van dertig dagen na ontvangst van de zending en zoniet wordt hun advies geacht gunstig te zijn.

§ 3. In geval van ongunstig advies van één of meer beheerders nodigt de beheerder die de machtigingsaanvraag ontvangt, alle betrokken beheerders uit binnen een termijn van vijftien dagen na ontvangst van dat advies.

Als geen overeenstemming aan het einde van de vergadering gevonden is, wordt de machtiging slechts toegekend voor de werven die een gunstig advies van de betrokken beheerders gekregen hebben.

De machtiging wordt in haar geheel geweigerd als de werken geen gedeeltelijke machtiging mogelijk maken.

#### Afdeling 3. — De beslissing

**Art. 23. § 1.** De beslissing van de beheerder tot toekenning of weigering van de machtiging tot uitvoering van een werf wordt per zending betekend aan de leidende en coördinerende persoon, aan de coördinatieaanvrager of aan de in artikel 17 bedoelde opdrachtgever, aan de Commissie en, in voorkomend geval, aan de andere beheerders bedoeld in artikel 22.

De beheerder kan ook een gedeeltelijke machtiging tot uitvoering van een werf toekennen.

§ 2. De Regering bepaalt de vorm en de inhoud van de beslissing die minstens de volgende informatie moet bevatten :

- 1° de ligging van de werf;
- 2° het wegterrein van de werf en in het bijzonder een bovenaanzicht van de geplande werken alsmede de geplande ontmanteling van de bestaande afgedankte installaties;
- 3° de duur en de geplande uitvoeringsperiode van de werf;
- 4° het bedrag van de waarborg die verstrekt moeten worden om de voorschriften van artikel 29 te vervullen;

5° de eventuele uitvoeringsfasen van de werken met bepaling van de aanvang van elke fase.

**Art. 24.** § 1 De in artikel 23 bedoelde kennisgeving vindt plaats binnen dertig dagen na de zending van het bericht van ontvangst bedoeld in artikel 21 of na het verstrijken van de in artikel 22 bedoelde termijnen.

Zoniet richt de leidende en coördinerende persoon binnen vijf dagen na ontvangst van de termijn een ter post aangetekende brief aan de beheerder die hem vraagt om zijn beslissing binnen vijftien dagen na ontvangst ervan overeenkomstig artikel 23, § 1, te betekenen.

Zo niet wordt de machtiging geacht geweigerd te zijn.

§ 2. De machtiging mag slechts geweigerd worden om redenen betreffende de veiligheid, de heilzaamheid, de mobiliteit en de leefbaarheid van de weg.

§ 3. De termijn bedoeld in § 1 wordt verhoogd met vijftien dagen wanneer hij begint of vervalt gedurende de maanden juli en augustus.

#### *Afdeling 4. — Het verval van de machtiging*

**Art. 25.** § 1. Als binnen twaalf maanden na de zending van de beslissing tot toekenning van de machtiging tot uitvoering van een werf de werken niet op duidelijke wijze zijn begonnen, is die vergunning verlopen.

Het verval gebeurt van rechtswege.

§ 2. Op verzoek van begunstigde van de machtiging tot uitvoering van een werf wordt ze evenwel verlengd voor een periode van zes maanden. Dat verzoek wordt ingediend dertig dagen voor het verstrijken van in § 1 bedoelde vervaltermijn.

De verlenging wordt toegekend door de bevoegde beheerder en gericht aan de Commissie.

#### *Afdeling 5. — Het beroep*

**Art. 26.** Indiening van het beroep

§ 1. De in artikel 8 bedoelde natuurlijke of rechtspersoon kan een beroep bij de Regering indienen binnen twintig dagen na ontvangst van de beslissing tot machtiging van de uitvoering van een werf of na het verstrijken van de termijnen toegekend om te beslissen.

§ 2. Het beroep wordt bij ter post aangetekende brief aan de Regering gezonden, die er een afschrift van richt aan de beheerder binnen tien dagen na ontvangst ervan.

§ 3. De Regering of haar afgevaardigde kan zich alle inlichtingen en documenten laten mededelen die ze nodig acht voor de behandeling van het beroep en om de getuigen te horen.

**Art. 27.** Verhoor van de partijen

De Regering of de persoon die ze machtigt, hoort op hun verzoek de verzoeker of zijn raadsheer, de beheerder of zijn afgevaardigde.

Wanneer een partij erom verzoekt gehoord te worden, worden de andere partijen erom verzocht te verschijnen.

**Art. 28.** Beslissing van de Regering.

De beslissing van de Regering wordt aan de partijen betekend binnen zestig dagen na ontvangst van het beroep. Wanneer de partijen gehoord worden, wordt de termijn met vijftien dagen verlengd. Bij gebrek aan kennisgeving van de beslissing binnen die termijn wordt de oorspronkelijke beslissing van de beheerder, ongeacht of ze stilzwijgend was, geacht bevestigd te zijn.

Als de Regering de machtiging tot uitvoering van een werf toekent, omvat haar beslissing in voorkomend geval de in artikel 23, § 2, bedoelde inlichtingen.

### **TITEL III. — Uitvoering van de werf**

#### *HOOFDSTUK I. — Aan de opening van een werf voorafgaande verplichtingen*

**Art. 29.** § 1. Bij gebrek aan overeenstemming tussen de beheerder en de begunstigde van de machtiging tot uitvoering van de werf over een andere oprichtingsvorm verstrekt de begunstigde een waarborg op de eerste aanvraag ten gunste van de beheerder, die bestemd is voor de dekking van de kosten gebonden aan het herstel van de plaats in haar oorspronkelijke staat of van de kosten voortvloeiend uit de beslissing om maatregelen van ambtswege te treffen.

De Regering bepaalt het bedrag en de modaliteiten voor het verstrekken, de aanpassing en de vrijstelling van die waarborg.

§ 2. De Regering maakt de lijst op van de werven en soorten werven waarvan de uitvoering het geheel van de weg of van de waterloop niet aantast of op minieme wijze aantast en die vrijgesteld zijn van het verstrekken van de waarborg bedoeld in § 1.

§ 3. De waarborg hoeft niet verstrekt te worden wanneer de opdrachtgever de beheerder is.

**Art. 30.** De leidende en coördinerende persoon, de coördinatieaanvrager of de opdrachtgever informeert de omwoners en de gebruikers per omzendbrief of affiche over de uitvoering van de werf uiterlijk binnen vijftien dagen voor het begin van de werken.

**Art. 31.** § 1. De leidende en coördinerende persoon of de begunstigde van de machtiging tot uitvoering van een werf in het geval van artikel 17 maakt, in aanwezigheid van de beheerder, een plaatsbeschrijving van de weg of van de waterloop voor het begin van de werf op.

Die plaatsbeschrijving moet uiterlijk binnen vijf dagen vóór het begin van de werken behalve overeenstemming van de partijen opgemaakt worden.

§ 2. Als die plaatsbeschrijving niet kan worden opgemaakt ofwel door de beheerder, ofwel door de leidende en coördinerende persoon of de begunstigde van de machtiging tot uitvoering van een werf in het geval van artikel 17, wordt ze eenzijdig opgemaakt en geacht tegensprekelijk te zijn.

Een afschrift wordt zo spoedig mogelijk gezonden aan de in gebreke blijvende interveniënt.

**Art. 32.** § 1. Uiterlijk binnen vijf dagen vóór het begin van de werken verwittigt de begunstigde van de machtiging tot uitvoering van een werf er de beheerder alsmede de Commissie per zending van.

De begunstigde van de machtiging tot uitvoering van een werf mag een werf pas beginnen na het verstrijken van een termijn van vijf dagen na de zending van de aanmaning bedoeld in het eerste lid.

§ 2. Behalve overmacht moeten de in artikel 8 bedoelde natuurlijke of rechtspersonen die een werf vrijgesteld van de machtiging tot uitvoering van een werf uitvoeren, ook de beheerder en de Commissie voor het begin van de werken verwittigen.

#### HOOFDSTUK II. — *Verplichtingen gedurende de uitvoering van de werf*

**Art. 33.** Gedurende de hele duur van de werf moet de machtiging tot uitvoering van een werf zich voortdurend op de plaats waar de werken uitgevoerd worden, bevinden.

**Art. 34.** § 1. Wanneer de persoon die de werken uitvoert, gedurende de werf een installatie ontdekt, terwijl ze geen document dat laatstgenoemde vermeldt, heeft gekregen of wanneer ze een installatie ontdekt die niet vermeld staat op de documenten die ze heeft aangevraagd en gekregen of als ze de op de aangeduide plaats vermelde installatie niet vindt, informeert ze zo spoedig mogelijk en uiterlijk binnen 24 uur de beheerder, de leidende en coördinerende persoon en de begunstigde van de machtiging tot uitvoering van een werf daarvan.

Uiterlijk binnen 24 uur na de mededeling van de in het eerste lid bedoelde informatie neemt de beheerder contact op met de in artikel 8 bedoelde natuurlijke of rechtspersoon die bij de installatie betrokken is.

§ 2. Uiterlijk binnen 24 uur na ontvangst van de informatie stelt de in artikel 8 bedoelde betrokken natuurlijke of rechtspersoon de ligging van de ontdekte of slecht gesignaleerde installatie ter plaatse en in aanwezigheid van de beheerder vast en neemt ze elke nuttige maatregel die door de toestand vereist wordt.

Als die persoon niets doet, kan de beheerder zijn plaats innemen.

De beheerder, de leidende of coördinerende persoon en de begunstigde van de machtiging tot uitvoering van de werf worden daarvan op de hoogte gebracht.

§ 3. Uiterlijk binnen 24 uur na de termijn bedoeld in § 1, tweede lid, als de eigenaar van de ontdekte installatie niet geïdentificeerd kan worden, stelt de beheerder de ligging van de installatie ter plaatse vast en neemt hij elke nuttige maatregel die door de toestand vereist wordt voor de voortzetting van de werken.

De beheerder, de leidende of coördinerende persoon en de begunstigde van de machtiging tot uitvoering van een werf worden daarvan op de hoogte gebracht.

§ 4. De door de beheerder veroorzaakte kosten, die de plaats moet innemen van de in de §§ 2 en 3 in gebreke blijvende persoon worden aan laatstgenoemde geëist.

§ 5. De in § 2 bedoelde natuurlijke of rechtspersoon of de in § 3 bedoelde beheerder neemt deel aan de in artikel 38 bedoelde vergelijkingsvergadering deel.

#### HOOFDSTUK III. — *Verplichtingen aan het einde van de werf*

**Art. 35.** § 1. De leidende en coördinerende persoon of, in het geval van artikel 17, de begunstigde van de machtiging tot uitvoering van een werf, maakt in aanwezigheid van de beheerder, een plaatsbeschrijving bij het beëindigen op.

Die plaatsbeschrijving bij het beëindigen moet uiterlijk binnen vijf dagen na de in het eerste lid bedoelde aanvraag, behalve overeenstemming van de partijen, opgemaakt worden.

§ 2. Als die plaatsbeschrijving bij het beëindigen niet door de beheerder opgemaakt kan worden, wordt de weg of de waterloop geacht in zijn vorige staat aan het einde van de werf hersteld te zijn.

§ 3. Als de leidende en coördinerende persoon of, in het geval van artikel 17, de begunstigde van de machtiging tot uitvoering van een werf zich niet aanpast aan § 1, maakt de beheerder alleen de plaatsbeschrijving bij het beëindigen op, die als tegensprekelijk wordt beschouwd.

Die plaatsbeschrijving bij het beëindigen wordt zo spoedig mogelijk aan de in gebreke blijvende persoon gezonden.

**Art. 36.** § 1. Als uit de in artikel 35 bedoelde plaatsbeschrijving bij het beëindigen blijkt dat de weg of de waterloop niet in zijn vorige staat wordt hersteld, duidt de beheerder de uit te voeren werken en de daarvoor bestemde termijn aan.

§ 2. Op zijn verzoek maakt de leidende en coördinerende persoon of, in het geval van artikel 17, de begunstigde van de machtiging tot uitvoering van een werf, in aanwezigheid van de beheerder, een aanvullende plaatsbeschrijving bij het beëindigen op.

Die aanvullende plaatsbeschrijving bij het beëindigen moet uiterlijk binnen vijf dagen na de in het vorige lid bedoelde aanvraag, behalve overeenstemming van de partijen, opgemaakt worden.

§ 3. Als die aanvullende plaatsbeschrijving bij het beëindigen niet door de beheerder opgemaakt kan worden, wordt de weg of de waterloop geacht in zijn vorige staat aan het einde van de uitvoering van de aanvullende werken hersteld te zijn.

§ 4. Als die aanvullende plaatsbeschrijving niet kan worden opgemaakt ofwel door de leidende en coördinerende persoon of de begunstigde van de machtiging tot uitvoering van een werf in het geval van artikel 17, maakt de beheerder de aanvullende plaatsbeschrijving bij het beëindigen alleen op, die als tegensprekelijk beschouwd wordt.

Die aanvullende plaatsbeschrijving bij het beëindigen wordt zo spoedig mogelijk gezonden aan de leidende en coördinerende persoon of aan de begunstigde van de machtiging tot uitvoering van een werf bedoeld in artikel 17.

§ 5. Als de leidende en coördinerende persoon of, in het geval van artikel 17, de begunstigde van de machtiging tot uitvoering van een werf, zich niet aanpast aan § 1, kan de beheerder in zijn plaats de aanvullende werken van ambtswege en op zijn kosten uitvoeren of laten uitvoeren.

**Art. 37.** Binnen vijf dagen na het behoorlijk vastgestelde herstel van de weg of van de waterloop in zijn oorspronkelijke staat, stuurt de beheerder de leidende en coördinerende persoon of, in het geval van artikel 3, de begunstigde van de machtiging tot uitvoering van een werf, een verklaring van einde van de werf.

Een afschrift van die verklaring wordt door de beheerder gezonden aan de Commissie en, in voorkomend geval, aan de andere beheerders bedoeld in artikel 22.

**Art. 38.** § 1. Voor het herstel van de weg of de waterloop in zijn oorspronkelijke staat roept de leidende en coördinerende persoon het geheel van de begunstigten van de machtiging tot uitvoering van een werf op een vergelijkingsvergadering op.

Als er reeds een installatie onder, op of boven een weg of waterloop bestaat, roept de leidende en coördinerende persoon er ook enerzijds de in artikel 31 bedoelde natuurlijke of rechtspersonen en, anderzijds, de in artikel 8 bedoelde andere natuurlijke of rechtspersonen die betrokken zijn bij een tevoren gesignaleerde installatie op.

Tijdens die vergadering maakt iedereen een vergelijkingsplan op van zijn installatie.



§ 2. In het geval bedoeld in artikel 17 en voor het herstel van de weg of de waterloop in zijn oorspronkelijke staat maakt de begunstigde van de machtiging een vergelijkingsplan op van zijn installatie.

Als er reeds een installatie onder, op of boven een weg of waterloop bestaat, roept hij enerzijds de in artikel 34 bedoelde natuurlijke of rechtspersonen en, anderzijds, de in artikel 8 bedoelde andere betrokken natuurlijke of rechtspersonen op een vergadering op, die voorafgaand is aan herstel van de weg of van de waterloop in zijn oorspronkelijke staat, opdat laatstgenoemden de vergelijkingsplannen van hun installaties opmaken.

§ 3. Wanneer de werf impliceert dat hij geleidelijk zijn uitvoering afgesloten wordt, maken de begunstigden van de machtiging tot uitvoering van een werf geleidelijk het vergelijkingsplan van hun installaties op. Ze verwittigen er eerst de leidende en coördinerende persoon van.

§ 1, tweede lid, is van toepassing.

§ 4. Aan het einde van de werf en uiterlijk binnen zes maanden na de definitieve plaatsbeschrijving bij het beëindigen deelt eenieder een vergelijkingsplan van de installaties mede aan de beheerder en dient hij het in het systeem voor informatie-uitwisseling bedoeld in artikel 1 in.

De Commissie geeft een attest aan, dat bevestigt dat het vergelijkingsplan ingediend is in het systeem.

§ 5. De Regering bepaalt de vorm en de inhoud van het vergelijkingsplan.

§ 6. De indiening van het vergelijkingsplan in het systeem voor informatie-uitwisseling heeft de vrijstelling van de waarborg die voor de behoeften van de werf eventueel vrijgesteld wordt, als gevolg.

Daartoe maken alle personen bedoeld in § 1, derde lid, en in § 2, in voorkomend geval, het door de Commissie afgegeven attest aan de beheerder over.

#### HOOFDSTUK V. — *Werfonderbreking*

**Art. 39.** De begunstigde van de machtiging tot uitvoering van een werf wordt geacht in gebreke blijvend te zijn wanneer hij zonder gegronde reden de uitvoering van de werf gedurende meer dan twintig dagen onderbreekt.

**Art. 40.** De beheerder stelt de begunstigde van de machtiging tot uitvoering van een werf die zich niet heeft aangepast aan zijn verplichtingen, in gebreke.

Als de begunstigde van de machtiging tot uitvoering van een werf de werken binnen vijf dagen na ontvangst van de ingebrekestelling zonder gegronde reden niet opnieuw begint, wordt de beheerder ertoe gemachtigd om alle nuttige maatregelen van ambtswege te treffen en dit, ten koste en op risico van de in gebreke blijvende begunstigde.

#### HOOFDSTUK VI. — *De maatregelen van ambtswege*

**Art. 41.** De beslissing van de beheerder om maatregelen van ambtswege overeenkomstig de artikelen 31, § 2, 34, §§ 2 en 3, 36, §§ 4 en 5 en 40 te treffen wordt betekend aan de begunstigde van de machtiging tot uitvoering van een werf en aan de Commissie en, in voorkomend geval, aan de andere beheerders bedoeld in artikel 18.

Na ontvangst van de beslissing van de beheerder om de maatregelen van ambtswege te treffen kan de begunstigde van de machtiging tot uitvoering van een werf op de werf niet meer tussenbeide komen.

**Art. 42.** Het bedrag van de uitgaven voortvloeiend uit de toepassing van de maatregelen van ambtswege, dat op de vervaldatum niet betaald is, wordt van rechtswege en bij het eerste verzoek door de beheerder op de waarborg toegerekend of wordt door hem bij alle wettelijke middelen ingevorderd.

#### TITEL IV. — *De informatie*

**Art. 43.** De Regering richt een systeem voor de informatie-uitwisseling op dat de toegang tot de volgende inlichtingen mogelijk maakt :

1° de personalia van de in artikel 8 bedoelde natuurlijke of rechtspersonen die zich hebben verklaard of van de door hen gesignaleerde contactpersoon alsmede de personalia van de leidende en coördinerende personen voor elke werf;

2° de in artikel 11 bedoelde werfprogrammeringen;

3° de in artikel 23 bedoelde machtigingen tot uitvoering van een werf en, in voorkomend geval, hun verlenging en hun verval;

4° de in artikel 37 bedoelde verklaringen van einde van de werf;

5° de afgegeven attesten betreffende de vergelijkingsplannen bedoeld in artikel 38;

6° de maatregelen van ambtswege bedoeld in artikel 41;

7° de andere inlichtingen betreffende de bezetting van de bodem of de ondergrond.

**Art. 44.** Volgens de door de Regering te bepalen modaliteiten hebben de volgende personen toegang tot het geheel of een gedeelte van de terbeschikking gestelde inlichtingen die vermeld staan in artikel 43 :

1° de beheerders;

2° de in artikel 8 bedoelde natuurlijke of rechtspersonen die zich hebben doen kennen;

3° de werkondernemingen;

4° de bouwheren;

5° de opdrachtgevers;

6° de overheden belast met de dringende planning en de crisiscoördinatie.

De omvang van de toegang hangt af van de kwaliteit van de in het vorige lid bedoelde persoon.

TITEL V. — *Straffen*HOOFDSTUK I. — *Het opsporen en het vaststellen van de overtredingen*

**Art. 45.** § 1. De daartoe door de Regering aangewezen ambtenaren en personeelsleden van het Waalse Gewest hebben de hoedanigheid om de overtredingen van dit decreet op te sporen en vast te stellen.

De in het eerste lid bedoelde ambtenaren en personeelsleden hebben de hoedanigheid van agenten of officieren van de gerechtelijke politie en moeten de eed afleggen overeenkomstig de vigerende wetten en verordeningen.

§ 2. Onverminderd de plichten van de officieren van de gerechtelijke politie hebben de in § 1 bedoelde ambtenaren en agenten toegang tot de werf om alle nuttige opsporingen en vaststellingen te doen. Ze kunnen zich alle inlichtingen die ze nuttig achten, laten mededelen.

§ 3. Bij overtreding van dit decreet kunnen de in § 1 bedoelde ambtenaren en agenten :

1° een termijn door de zending van een ingebrekestelling aan de overtreder opleggen om een einde te maken aan de vastgestelde overtreding.

De ambtenaar of het personeelslid informeert de Commissie en de beheerder daarvan. Na het verstrijken van de termijn kan de ambtenaar of het personeelslid een werf verzegelen, maakt hij een verslag op en zendt hij het binnen vijf dagen aan de overtreder en aan de Commissie;

2° een proces-verbaal opmaken. Dat proces-verbaal wordt op straffe van nietigheid per zending overgemaakt aan de overtreder en dit, binnen vijf dagen na de opmaking ervan of na het verstrijken van de in 1° bedoelde termijn.

HOOFDSTUK II. — *De overtredingen en de administratieve boetes*

**Art. 46.** § 1. Met een geldboete van 2,5 EUR tot 7.500 EUR worden gestraft :

1° degenen die de werken uitvoeren zonder voorafgaande machtiging tot uitvoering van een werf wanneer ze vereist wordt;

2° degenen die de werken voortzetten na het verval van de voorafgaande machtiging tot uitvoering van een werf;

3° degenen die de werken handhaven, die uitgevoerd zijn zonder voorafgaande machtiging tot uitvoering van de werf of na het verval van de voorafgaande machtiging tot uitvoering van de werf;

4° degenen die het vergelijkingsplan van de verrichte werken niet mededelen aan de beheerder en die het niet indienen in de databank overeenkomstig artikel 38;

5° degenen die ongeacht de wijze de voorafgaande machtiging tot uitvoering van de werf schenden;

6° degenen die artikel 34 schenden, door de ligging van de slecht gesignaleerde of ontdekte installatie niet ter plaatse vast te stellen en door geen nuttige maatregel te treffen;

7° degenen die krachtens artikel 14, § 2, de inlichtingen waarover ze beschikken, niet overmaken.

§ 2. In geval van samenloop van verschillende overtredingen zoals bedoeld in § 1, worden de bedragen van de boetes gecumuleerd zonder dat ze evenwel de dubbel van de in § 2 bedoelde boete mogen overschrijden.

**Art. 47.** § 1. Een administratieve boete waarvan het bedrag niet hoger kan zijn dan 7.500 EUR kan toegepast worden op de overtreder.

Om de administratieve boetes te innen wijst elke beheerder een afgevaardigde aan die niet één van de personeelsleden of ambtenaren bedoeld in artikel 45, § 1, mag zijn.

§ 2. De vastgestelde overtredingen van de bepalingen bedoeld in artikel 46, § 1, worden d.m.v. administratieve boetes vervolgd tenzij het openbaar ministerie rekening houdende met de ernst van de overtreding oordeelt dat strafvervolgingen nodig zijn.

De strafvervolgingen sluiten de toepassing van een administratieve boete uit zelfs als een vrijspraak ze afsluiten.

§ 3. Een exemplaar van het proces-verbaal tot vaststelling van de overtreding wordt aan de beheerder overgemaakt.

Het openbaar ministerie beschikt over een termijn van twee maanden na ontvangst van het proces-verbaal om zijn beslissing over de al dan niet aanspanning van strafvervolgingen mede te delen.

§ 4. Als het openbaar ministerie ervan afziet te vervolgen of verzuimt zijn beslissing binnen de bepaalde termijn mede te delen, beslist de afgevaardigde of een reden is om een administratieve boete uit hoofde van de overtreding op te leggen, nadat hij de overtreder in staat heeft gesteld, zijn verdedigingsmiddelen schriftelijk voor te stellen binnen vijftien dagen na ontvangst van de door hem gezonden uitnodiging.

De gemotiveerde beslissing van de afgevaardigde bepaalt het bedrag van de administratieve boete. Ze wordt per zending aan de overtreder betekend op hetzelfde ogenblik als een verzoek om de boete te betalen binnen een termijn van één maand na ontvangst van de beslissing.

De kennisgeving door de afgevaardigde doet de strafvordering vervallen.

De beheerder of zijn afgevaardigde informeert de Commissie over de betaling van de boete.

§ 5. De administratieve beslissing waarbij de administratieve boete wordt opgelegd, mag niet vijf jaar na het feit dat aan de basis ligt van een overtreding, genomen worden.

Het verzoek aan de overtreder om zijn verdedigingsmiddelen bedoeld in § 4, eerste lid, voor te stellen, dat binnen de in dat lid te bepalen termijn wordt gezonden, onderbreekt de loop van de verjaring. Die akte laat een nieuwe termijn met de gelijke duur lopen.

§ 6. De overtreder die de beslissing van de beheerder betwist, dient op straffe van verval een beroep d.m.v. een verzoekschrift bij de rechtbank van eerste aanleg binnen een termijn van twee maanden na de betekening van de beslissing. Dat beroep schorst de uitvoering van de beslissing.

De bepaling van het vorige lid wordt vermeld in de beslissing tot oplegging van de administratieve boete.

**Art. 48.** In geval van niet-betaling van de administratieve boete binnen een termijn van één maand na de beslissing van de beheerder of na de in kracht van gewijsde getreden beslissing van de rechtbank van eerste aanleg kan de beheerder van rechtswege zijn bedrag heffen op de waarborg bedoeld in artikel 22, § 1, met als enige formaliteit dat hij de overtreder volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten op de hoogte daarvan moet brengen.

TITEL IV. — *Opheffings- en overgangsbepalingen*

**Art. 49.** De volgende bepalingen worden opgeheven :

1° de artikelen 129, § 3, 154, eerste lid, 7°, en 158, eerste lid, 4°, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium;

2° artikel 1, vijfde lid, van de wet van 17 januari 1938 tot regeling van het gebruik door de openbare besturen, de verenigingen van gemeenten en de concessiehouders van openbare diensten of van diensten van openbaar nut, van de openbare domeinen van den Staat, van de provinciën en van de gemeenten, voor het aanleggen en het onderhouden van leidingen en inzonderheid van gas- en waterleidingen;

3° artikel 19 van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt;

4° artikel 19 van het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt.

**Art. 50.** In artikel 11 en in artikel 12 van de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen wordt een § 2 toegevoegd, luidend als volgt :

« § 2. Wanneer die werken voor de uitvoering ervan een machtiging tot uitvoering van een werf bedoeld in artikel 23 van het decreet van 30 april 2009 betreffende de informatie, de coördinatie en de organisatie van de werven onder, op of boven de wegen of waterlopen, mogen ze niet uitgevoerd worden zolang zijn titularis niet beschikt over de machtiging tot uitvoering van een werf behalve in de bij dat decreet bepaalde gevallen. »

In artikel 14 van dezelfde wet wordt een § 3 toegevoegd, luidend als volgt :

« § 3. Wanneer de in §§ 1 en 2 bedoelde werken voor de uitvoering ervan een machtiging tot uitvoering van een werf bedoeld in artikel 23 van het decreet van 30 april 2009 betreffende de informatie, de coördinatie en de organisatie van de werven onder, op of boven de wegen of waterlopen, mogen ze niet uitgevoerd worden zolang zijn titularis niet beschikt over de machtiging tot uitvoering van een werf behalve in de bij dat decreet bepaalde gevallen. »

**Art. 51.** Dit decreet is niet van toepassing op de wegens kennisgevingen, op de voorafgaande verklaringen van werken, op de aanvragen om wegvergunningen, die ingediend zijn voor de inwerkingtreding van dit decreet overeenkomstig :

1° artikel 129, § 3, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium;

2° de artikelen 12 en 14 van de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen;

3° artikel 1, vierde en vijfde lid, van de wet van 17 januari 1938 tot regeling van het gebruik door de openbare besturen, de verenigingen van gemeenten en de concessiehouders van openbare diensten of van diensten van openbaar nut, van de openbare domeinen van den Staat, van de provinciën en van de gemeenten, voor het aanleggen en het onderhouden van leidingen en inzonderheid van gas- en waterleidingen;

4° artikel 19 van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt;

5° artikel 19 van het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt.

**Art. 52.** Dit decreet treedt in werking uiterlijk op 1 januari 2011.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen 30 april 2009.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën, Uitrusting en Patrimonium,

M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Wetenschappelijk Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,

M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

D. DONFUT

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

Nota

(1) *Zitting 2008-2009.*

*Stukken van het Waals Parlement*, 913 (2008-2009), nrs. 1 tot 6.

*Volledig verslag*, openbare vergadering van 29 april 2009.

Bespreking - Stemmingen.